

AIACE VOX

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne
DÉCEMBRE 2020 • n°117



Notre **AIACE**
sous la
pandémie



Interview with
Commissioner
Johannes Hahn

EU TOURISM
policy in
2020



About VOX 117

3 Editor's Page

Editorial

4 Le mot du Président

European Union

- 6 Interview with Commissioner Johannes Hahn
- 9 Le rôle précieux du Comité 255
- 11 Des "intérêts financiers" de l'UE bien mal protégés
- 14 EU tourism policy in 2020
- 17 In case you missed it

Articles

- 18 On climate change
- 20 GRASPE
- 22 But we won the war
- 24 Sprache und Sprachen
- 25 Le barche
- 26 Letters to the editor

AIACE International

- 27 Annulation des Assises 2021
- 28 From Yammer to Teams
- 30 La méthode
- 32 Fonction publique européenne
- 33 HR strategy contribution AIACE
- 37 Bulletins de pension : Infos du PMO
- 38 Soutien de la DG HR aux pensionnés pendant la pandémie

Vie de l'aiace

- 39 LUX Guide pratique
- 40 PT A pandemia que mudou a nossa vida
- 42 AT Das Leben in der österreichischen Sektion
- 44 FI Finland contribution
- 45 FR Enseigner l'Europe en France
- 46 UK pensioners – supporting the cause
- 48 UK Practical Guide for "Survivors"
- 49 DK Christmas is coming
- 50 BE La vie de la Section Belgique pendant la pandémie
- 52 SE The Swedish Covid-19 strategy
- 54 SE The Swedish corona policy is determined by its constitution
- 57 Prestations médicales en Espagne
- 58 IT Addio Ambrogio
- 60 ES In memoriam Iglesias Buhigues
- 61 DE Die deutsche Sektion

We have read / Nous avons lu

- 62 Surveillance capitalism

Nos lecteurs écrivent / Our readers write

- 63 Unspoken
- 64 Sidetracked

In Memoriam

- 65 Marcel Cukier
- 66 In memoriam Gian Paolo Papa

Ils nous ont quittés

Si vous êtes pensionné(e) et que vous souhaitez adhérer à l'AIACE, ayez l'obligeance de remplir le formulaire sur le site web <http://bit.ly/2sW8zPk>, et de le renvoyer à l'adresse figurant au bas du formulaire.

If you are retired and wish to join the AIACE, please complete the form on the web site <http://bit.ly/2sW8zPk> and return it to the address at the bottom of the form.

Éditeur responsable : Joaquín Díaz Pardo

Rédacteur en Chef : Maruja Gutiérrez, marujagutierrezdiaz@gmail.com

Avec la collaboration du Secrétaire général Didier Hespel
didier.hespel@telenet.be

Design, impression et distribution: OIB

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne
N105 00/036 (avenue des Nerviens 105 – 1040 Bruxelles)
Tel: 02-295.29.60 - Email: aiace-int@ec.europa.eu
Numéro d'entreprise 0408999411
Internet: <http://www.aiace-europa.eu>
Tirage de "VOX": 26.000 exemplaires

Secrétariat de rédaction

Fabrizio Gariazzo

Comité de rédaction

Jean-Guy Giraud

Erik Halskov

Egon C. Heinrich

Elisabeth Helander

Didier Hespel

Belinda Pyke

Heinz Zourek





On VOX 117

VOX117 should be our Christmas card to you all – but, unfortunately, it will not be. The second wave of Covid-19 has hit Europe very hard and because of safety measures at the Commission we do not know when it will be sent. It will be uploaded to our websites and sent by e-mail as soon as possible. We feel lucky that Internet allows us to keep in touch with our readers.

The e-Vox will never be the same as the printed one, and reading will never replace a warm hug. But is it a very good thing. Our Association is, by its very nature, an aged one. Yet, it is amazing how many of its members are active on e-mail, and on the many online tools blossoming on these otherwise bleak times. There never was before such a choice of online debates, conferences, recitals, you name it. I am not sure that when the Commission preached getting digital it was thinking of us – but here we are, as digital as can be, hoping for the good old reality to be back.

This issue covers, as usual, a wide range of themes, which we trust will be of interest for you. Let me highlight the interview with our Commissioner, Johannes Hahn; good informative articles on tourism, climate change and European Public Service (including AIACE answer to the Commission's consultation); the continuing support of DG Human Resources and PMO; a beautiful poem in Italian; and a stimulating set of contributions from national sections. We are happy to review two books by AIACE members. Please do tell us if you know about other ones, and do propose us more good reads.

Finally, the main characteristic of this VOX is its new graphic style, created by OIB. We hope you will like it and we would appreciate your comments. Best thanks go to the team behind VOX: OIB and AIACE secretariat. The quality of their work under so difficult circumstances is remarkable.

Take care



*Maruja
Gutiérrez*



Joaquín
Díaz
Pardo



Le moment de l'Europe. De l'anxiété à l'espoir. *Notre aïace sous la pandémie.*

1. Anxiété et espoir.

La pandémie de la Covid-19, que nous subissons toujours, n'a pas évolué pour le mieux au moment où j'écris ces mots. Les scénarios pessimistes lorsqu'on parlait d'une deuxième vague se sont, hélas, confirmés.

Dans le numéro précédent on faisait référence aux conséquences dévastatrices de cette crise sanitaire marquant une période de l'histoire contemporaine.

Il s'agit en effet d'une période vraiment éprouvante: nous pensons inévitablement à notre santé et à celle de nos proches dans une atmosphère où la peur et les dangers y inhérents s'installent dans nos vies et dans nos sociétés.

Et les soucis de préserver notre santé et nos vies vont de pair avec ceux de récupérer la santé de nos économies et de reconstruire les tissus socio-économiques de l'ensemble de l'Europe.

Il s'agit d'un défi majeur.

L'Union est allée à la rencontre de cet immense défi : en effet une volonté politique à la hauteur s'est exprimée tant au niveau du Conseil Européen, comme on le signalait dans le VOX 116 de septembre, suite

au " Paquet von der Leyen ", le " Next Generation EU ", comme tout récemment au niveau du Parlement européen.

Espérons qu'au moment où vous lirez ce numéro, on puisse constater que cet effort sans précédent commence à prendre forme dans un horizon où les États membres les plus frappés et l'ensemble de l'Union soient en mesure de mettre sur pied le début d'une reprise économique. Et que l'Europe soit capable une fois de plus de surmonter une crise comme celle-ci.

Lors de cette réponse de l'Union, a été invoqué, à juste titre, le " moment de l'Europe ". C'est le cas : dans la dimension du défi et dans la volonté politique d'ensemble d'y faire face.

La crise sanitaire à l'origine de cette crise dévastatrice de nos économies a été une source d'anxiété au sein de nos sociétés et dans nos vies.

Si la fragilité de la santé, notamment chez nous, déterminée par l'âge, génère naturellement des soucis, à ceci s'ajoute nos préoccupations vis-à-vis de nos enfants et petits-enfants dans ce contexte d'incertitude et d'instabilité. L'Europe qu'on veut leur léguer

risque d'être en jeu.

Et au fil des mois, la volonté de préserver notre santé et nos vies se conjugue avec l'incertitude de la situation économique et sociale et d'affecter nos acquis. Ce qui a provoqué une telle anxiété chez nous.

Or, – et dans un horizon qui commence à s'approcher – on entrevoit des signes d'espoir : les perspectives de vaccins anti-Covid semblent prometteuses, et un agenda européen visant à stimuler la reprise économique, sont de nature à nous réconforter en vue de surmonter l'anxiété vers un horizon d'espoir.

2. La marche de notre association sous la pandémie. La poursuite de nos travaux.

La marche de notre association s'est vue carrément perturbée en nous obligeant à travailler dans des conditions assez compliquées en raison du confinement et des contraintes marquées par l'absence de réunions présentes.

Comme je le soulignais dans la communication que j'ai adressée au Conseil d'administration du 28 octobre dernier, tout au long de cette période de confinement et notamment depuis le printemps, tout un travail assez lourd s'est pour-

suivi au niveau de l'AIACE : tant au niveau des dossiers prioritaires, faisant l'objet des échanges, consultations, rapports avec les sections nationales, travaux des comités et des groupes, relations institutionnelles, les rapports avec les administrations, etc., comme au niveau des affaires courantes.

Un grand merci s'impose au Secrétaire général Didier Hespel et au Trésorier Marc Oostens, avec l'aide de Claire Brunotti et à notre secrétariat, avec Anne-Pascale Descamps et Fabrizio Gariagzo. Leurs dévouements ont été tout-à-fait exceptionnels. Une reconnaissance est plus qu'obligée et méritée au nom de l'AIACE à ces collègues.

En parallèle, nos collègues de l'administration ont fait preuve de courage dans une situation sans précédents où le confinement a imposé le télétravail. Mais c'est surtout un certain esprit qui a présidé à la marche des travaux aux " salles de machines ". Et pour ce qui concerne nos relations de partenariat et de concertation avec l'administration on a pu constater la volonté et la capacité de surpasser les contraintes.

Lors de ladite dernière réunion du Conseil d'administration de cet automne, qui s'est déroulée par des moyens télématisques de façon très réussie, on a eu l'occasion d'accueillir la Directrice générale des Ressources Humaines, occasion pour

réaffirmer notre engagement de coopération et concertation avec la Commission dans le cadre de notre accord de partenariat et une volonté commune d'honorer ces objectifs dans la défense des intérêts des retraités des Institutions de l'Union.

Permettez-moi à ce propos de mettre l'accent sur un aspect de notre association dont on doit être fier et sur lequel je voudrais témoigner : l'ensemble des collègues, tant au sein des sections nationales que au sein de l'AIACE Internationale, ont fait preuve de générosité efficace pour assurer la bonne marche de nos affaires.

Tant les membres du Bureau où le vice-président, Heinz Zourek, met à notre profit expérience et sagesse—comme les collègues participant aux comités et aux groupes qui ont si activement soutenu la défense de nos intérêts dans le cadre de concertation avec l'administration. Un grand merci à Eva Dudzinska, à Michael Hocken, à Martin Clegg, à Julian Currall, à René Guth, à Sylvie Jacobs, et à Felix Gérardon qui ont joué là un rôle essentiel. Willy Hoebeeck a quant à lui continué à veiller sur nos assurances.

Dominique Deshayes, de son côté, chargée de mission pour l'initiative que j'avais lancée sur la Fonction publique européenne, coordonne et anime un groupe *ad-hoc* à ce sujet.

Maruja Gutierrez, enfin, à la tête du Vox et de son comité

de rédaction a assuré remarquablement, face aux difficultés, l'édition et la réalisation de cette revue.

Notre appréciation va au helpdesk international, et particulièrement à Anne-Marie Lits et Martine Platteau pour leur engagement dans la transition de Yammer vers Teams, ensemble avec Eva Dudzinska et Michael Hocken. Il faut aussi saluer nos collègues qui présentent l'AIACE lors des séminaires de préparation à la retraite, à présent virtuels, et particulièrement les efforts de Jeannine Franchomme, Evelyne Soetewey et Robert Cox pour la réalisation des vidéos de présentation. Enfin, je salue nos partenaires dans les services de l'administration, tant à la DG HR qu'au PMO, avec qui nous avons pu garder les contacts par voie télématische.

Un sincère hommage leur est dû à tous.

Cette année-ci, les traditionnelles festivités de Noël et de la Nouvelle Année ne pourront sûrement pas être célébrées normalement. Mais certainement – et c'est cela que j'espère et que je vous souhaite – ce sera l'occasion pour faire des voeux pour que la pandémie et ses effets, où l'anxiété est présente, soient laissés derrière nous, vers un horizon d'espoir visant à retrouver une normalité à laquelle l'Europe aura sans doute contribué.

Prenez soins de vous et restez en sécurité. ■



A professional portrait of Johannes Hahn, a man with light brown hair and a well-groomed grey beard. He is wearing a dark grey suit jacket over a white collared shirt and a bright yellow, diagonally striped tie. A small blue and yellow EU flag pin is visible on his left lapel. The background is a solid blue color.

Interview with Commissioner **Johannes Hahn**

By Alexandra Cas

“

The money will help building a green, digital and resilient continent

Commissioner HAHN, you are now in your third term in the Commission, I counted and could only find another Commissioner with the same seniority, Commissioner Šefčovič. What keeps you in Brussels?

Well, I have always been a committed, and would even say, passionate European and therefore I am glad to have been entrusted with a third mandate as European Commissioner. I believe that I can contribute substantially to the success of the von der Leyen Commission with my vast experience both as national and EU politician. My current mandate, the Budget portfolio, is very demanding because of its horizontal character, and practically interlinked with all other Commission portfolios, especially the economic ones, of course. The second main area of my portfolio is Administration which includes Human Resources but also issues such as security, digitalisation. 2020 is an extraordinarily difficult year due to the pandemic and I am proud that we could deliver a proposal of a historic recovery instrument “Next Generation EU” in record time, establishing thus the biggest EU financial support programme ever, amounting to 1,8 trillion EUR, including the Multiannual Financial Framework (MFF). This unprecedented financial support will play a crucial role for Europe’s economic

recovery and for the EU’s digital and green transformation.

In your post of Commissioner for the budget, you have overseen the process of establishing the Multi-annual Financial Framework 2021-2027 and ‘Next Generation EU’. Are you as enthusiastic about them as those who claim to be opening up a new EU chapter?

This package is called rightly as historic for three main reasons:

First, it is a demonstration of solidarity and swift response at times of crisis. Back in July, EU leaders worked hard through four days and nights, overcame their differences and reached agreement on this package.

Second, to finance Next Generation EU, the European Commission will be borrowing on the capital markets on behalf of the EU. The EU is already an established issuer on the market and has borrowed to provide back-to-back loans to Member States and third countries. This time, the EU will be borrowing to provide grants and loans to finance EU budget programmes. This is a big step forward towards more financial integration within the EU.

Finally, the next long-term budget and Next Generation EU will help us transform our continent. At least 30% of the EU funds will be spent

to fight climate change; 20% of the funds under the Recovery and Resilience Facility, the main instrument under Next Generation EU, will go for digitalisation. More than 50% of the total amount will support modern policies like research and innovation, fair climate and digital transitions, preparedness, recovery and resilience.

In a nutshell, the money will help building a green, digital and resilient continent, which is capable of addressing the challenges of today and tomorrow. And this unique combination of financial firepower and strategic priorities linked to the spending, makes this package truly innovative.

Some European leaders said the borrowing of funds on the financial markets and given to MS in the form of grants is a one-off operation never again to be repeated. What do you think?

Next Generation EU has indeed been conceived as a temporary recovery instrument addressing the current crisis and aimed at kick-starting the recovery. The funds of €750 billion have to be committed by end-2023 and all payments by end-2026. To fund the recovery, the Commission will borrow on the markets with the EU budget as a guarantee. The repayment of the borrowing will follow by 2058 via new own resources.



In mid 2021, the Commission will propose additional new own resources

How will these own resources look like? And, what difficulties do you expect to encounter in this endeavour?

The first new type of own resources will come already in 2021, based on non-recycled plastic packaging waste.

This is also historic for at least two main reasons. On the one hand, the introduction of this new own resource will be the first substantial reform of the own resources system since 1988. On the other hand, this will further align the revenue side of the budget with the EU policies – at the end of the day, this new source of revenue should stimulate Member States to reduce plastic-packaging waste pollution. And this is just the first step.

In mid 2021, the Commission will propose additional new own resources – most likely a carbon border adjustment mechanism, a digital levy and an extended Emission Trading Scheme (ETS). These are also aligned with EU policies and serve, in addition, the objective of fairness, which is a pre-requisite for the EU's strategic autonomy.

The carbon border adjustment mechanism should motivate foreign producers and EU importers to reduce their carbon emissions, while ensuring a level playing field. With this mechanism, we will protect

the nature, support European companies and our citizens.

The same goes for a future digital levy. The fair taxation of the digital economy is a top priority for the EU, and we remain committed to ensure that all businesses, including digital ones, pay their fair share of tax where it is rightfully due.

The Own Resource with regard to an extended Emission Trading Scheme will support the EU's leading role in the fight against climate change by reducing greenhouse gas emissions cost-effectively.

These new own resources will finance the repayments including interests of the Next Generation EU grants.

Changing subjects, you are now responsible for the European Public Service, including us, retired officials. What are the challenges you see ahead for the EPS and what could be the impact of the Pandemic on it, for example teleworking? How can pensioners be supported in the transition to this important "digital step"?

All public administrations face similar challenges: from ensuring that the public sector remains an attractive employer for motivated, highly qualified and talented people, to creating an inclusive culture that fosters life-long learning. Our new HR Strategy, due for

adoption in 2021, will take all of this and more into account.

With regard to teleworking, the past months have demonstrated that it is an effective tool for our institution. For many it was a new experience. But all of our services continued to deliver tangible results across the board. Just to show the efficiency of this new form of working: since the outbreak of the crisis, the Commission has adopted over 900 measures, including over 400 state aid decisions. And my thanks go to the fantastic teams of DG DIGIT who managed to set up the logistics in record time.

When it comes to assisting our retired colleagues with the digital transition, our services in charge of pensioners are doing their utmost. There are a number of services available for those not familiar with the various available IT tools, including comprehensive technical support. In parallel, we are assessing new strategies based on the manifold benefits that come with getting better acquainted with new technologies. In this context, a special focus is placed upon issues such as managing the digital overload and the easy accessibility of all our services. I can assure you that we will take the situation of pensioners duly into account when setting up new ways of working in our services, in particular as regards human resources services. ■



Cour de justice de l'Union européenne

Le rôle précieux du Comité 255

Le 2 Septembre 2020, dans le cadre du renouvellement partiel triennal de la Cour de Justice de l'Union européenne, le Conseil vient notamment de renouveler pour 6 ans (en fait jusqu'en Octobre 2027) le mandat du Juge belge M. Koen Laenarts. Celui-ci préside la Cour depuis Octobre 2015.

D'autre part, un important mouvement au sein de la Cour aura lieu en Octobre 2021 lorsque les mandats de 14 juges et 6 Avocats Généraux arriveront à expiration.

Ceci est l'occasion de rappeler les modalités de nomination des membres de la CJE.

En vertu des articles 19 §2 TUE et 253 TFUE, la CJE est composée d'un juge par État membre (soit 27 juges) et est assistée d'avocats généraux (actuellement au nombre de 11).

Ceux-ci sont "choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et réunissant les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays

**Jean-Guy
Giraud**





Les avis du Comité (favorables et défavorables) ont tous été suivis

respectifs, des plus hautes fonctions juridictionnelles ou qui sont des jurisconsultes possédant des compétences notoires”.

Ils sont "*nommés d'un commun accord pour six ans par les Gouvernements des États membres, après consultation du comité prévu par l'article 255 TFUE.*"

Nous souhaiterions ici attirer l'attention sur le rôle de ce Comité (dit “Comité 255”).

Il a été créé par le Traité de Lisbonne et est entré en fonction en 2010.

Il a pour mission “*de donner un avis sur l'adéquation des candidats à l'exercice des fonctions de juge et d'avocat général*” avant leur nomination par les États membres.

Il est "*composé de sept personnalités choisies parmi d'anciens membres de la Cour de Justice, des membres des juridictions nationales suprêmes et des juristes possédant des compétences notoires*”. La désignation de ces membres est décidée par le Conseil, sur initiative du Président de la Cour de Justice. Un d'entre eux est proposé par le Parlement européen.

À l'heure actuelle, le Comité 255 est composé de 4 anciens Présidents de Cours suprêmes nationales, de deux anciens de la CJE et du Tribunal et d'un

ancien membre du Parlement européen. Il est présidé par Mr. Christian Timmermans, ancien juge de la CJE.

Depuis le début de ses activités, le Comité a examiné attentivement toutes les candidatures (soit 190 exactement ...) présentées par les États. Sur ce total, il a émis un avis *favorable* sur toutes les candidatures au *renouvellement* d'un mandat—mais 21 avis *défavorables* sur des candidatures à un *premier mandat* (soit sur 21% de celles-ci).

Fait remarquable : **les avis du Comité (favorables et défavorables) ont tous été suivis**, sans exception, par les gouvernements des États membres. Autrement dit, *aucun* membre de la Cour ou du Tribunal n'a été nommé sans le “feu vert” préalable du Comité.

Ajoutons que le Comité a obtenu des gouvernements qu'ils établissent eux-mêmes une *procédure nationale de pré-sélection* de leurs candidats, ouverte, transparente et rigoureuse menée par un comité interne indépendant et impartial.

Pourquoi insister sur cette procédure, par ailleurs peu connue bien que totalement transparente ?

D'abord parce qu'elle apporte une garantie solide de la **compétence** des nouveaux

membres et par conséquent de la haute qualité des travaux de la CJE.

Ensuite parce qu'elle tend à renforcer à la fois **la légitimité et l'indépendance** des membres qui la composent—qualités parfois mises à mal dans les hautes juridictions nationales.

Si l'on ajoute que le **Président de la Cour** est nommé *par ses pairs* au sein même de celle-ci (et que ses mandats sont souvent de longue durée), on voit tout le bénéfice que tire cette Institution de telles garanties et d'une telle stabilité.

S'agit-il pour autant d'*un modèle* dont on pourrait s'inspirer pour d'autres institutions ou organes ? Sans doute pour ce qui concerne certaines cours suprêmes nationales. Peut-être même pour les membres de la Commission européenne dont la procédure de pré-sélection par les gouvernements gagnerait à être plus exigeante et plus transparente (1).

Quoiqu'il en soit, il faut se réjouir que l'UE—communauté basée sur le droit — dispose avec la CJE d'un arbitre et d'un mentor de hautes qualité et réputation qui a, au fil des décennies, permis de concilier tout à la fois le respect des Traité et la nécessaire évolution de la construction européenne. ■



Vers une sanctuarisation de la dépense communautaire ?

Jour après jour, la presse rapporte des cas précis d'usage irrégulier des crédits européens dans certains Etats membres. Année après année, la Cour des Comptes européenne fait état de ces irrégularités et fournit des rapports documentés sur des cas patents.

Régulièrement, des ONG spécialisées dénoncent des systèmes ou filières visant à

détourner les fonds publics européens. Tout ceci donne à l'opinion le sentiment—parfois exagéré—d'une certaine gabegie en tout cas d'un réel gaspillage. Sentiment exacerbé par des phénomènes avérés de corruption au profit de personnages politiques ou d'intérêts économiques privés.

L'impuissance de "Bruxelles" à prévenir, déceler, dénoncer et encore moins sanctionner ces irrégularités et l'impuissance conséquente de leurs auteurs créent un climat d'exaspération et de perte de confiance dans le système.

Nous avons traité de cette question à plusieurs reprises¹. Il est donc inutile de revenir sur un diagnostic sans appel—par ailleurs fort bien documenté dans de multiples analyses officielles, académiques et journalistiques.

Jean-Guy Giraud

¹ <https://www.lesamisdutratedelisbonne.com/post/vers-une-sanctuarisation-de-la-d%C3%A9pense-communautaire>



Vers une Inspection des Finances de la Commission

C'est dans ce contexte que, évoquant le fort accroissement du budget européen lié au plan de relance de 750 milliards, , la question d'une "**sanctuarisation**" de la **dépense communautaire** par l'instauration d'un contrôle de type fédéral avait été abordée (Voir ci-dessus). Ou, pour le dire plus simplement, **un contrôle des fonds de l'UE par l'UE elle-même**.

À cet égard, c'est **le rôle que pourrait jouer la Commission** qui serait concerné.

Celle-ci étant officiellement et juridiquement **chargée–et responsable de–l'exécution du budget**, ne pourrait–elle pas jouer **un rôle plus actif** en matière de contrôle de régularité de l'utilisation des fonds mis à la disposition des Etats ?

Il y a quelque paradoxe à constater d'une part la rigueur (parfois tatillonne) avec laquelle elle surveille la gestion des fonds placés sous sa responsabilité directe–et d'autre part l'absence quasi-totale de surveillance de l'utilisation des crédits du budget "confiés" à la gestion des Etats.

Indépendamment de l'aspect politique et institutionnel de la question–et se plaçant d'un point de vue purement fonctionnel–ne pourrait–on imaginer que la **Commission se dote d'un appareil administratif** capable de suivre *en temps réel* la régularité de l'exécution du budget par et dans les Etats membres ?

Ne pourrait–elle, par exemple, se doter d'**un corps spécifique d'inspecteurs/contrôleurs des finances** qui serait adossé, au niveau central, à la Direction générale du budget sous l'autorité du Commissaire

compétent–mais dont la travail quotidien serait effectué *en continu et sur le terrain* par des **fonctionnaires détachés**, spécifiquement chargés du contrôle de régularité ? Fonctionnaires placés auprès des **Représentations de la Commission** dans chacune des capitales des Etats membres et mandatés pour examiner et rapporter sur l'utilisation *en cours* des principales lignes de crédits concernés–en liaison avec les DG ordonnatrices.

Ces inspecteurs n'auraient évidemment aucune autorité directe sur les services nationaux concernés–si ce n'est de pouvoir exiger des informations, explications et justifications en tant que de besoin.

La **collecte organisée, systématique–puis exploitée au niveau central–de ces données** permettrait tout d'abord à la Commission de se faire une idée plus précise des problèmes et de leur ampleur. Ainsi renseignée, elle serait mieux en mesure d'engager un dialogue direct avec les pouvoirs publics nationaux lorsque cela s'avèrerait nécessaire. L'existence même de ce contrôle rapproché et de ce dialogue pourrait avoir un effet positif et même dissuasif sur les gestionnaires nationaux des crédits européens.

Un codicille au mécanisme de protection des intérêts financiers de l'UE

On peut d'ailleurs estimer qu'en l'état actuel de ses compétences, la Commission est au moins en mesure–en cas d'irrégularité grave et patente révélée par exemple par la presse– de **sursoir au versement de crédits communautaires**.

De même qu'il est probable que le mode de **contrôle approfondi** esquissé ci-dessus

Il se trouve que, dans le cadre du Plan de relance, un mécanisme de protection des intérêts financiers de l'UE est soumis au Conseil et au Parlement.



ait déjà été envisagé—voire partiellement mis en oeuvre—par la Commission. Mais il semble que des obstacles de caractère politique—liés au concept de souveraineté nationale—empêchent un développement plus énergique, plus organisé, plus systématique et donc plus efficace de ce type de contrôle.

Il se trouve que, précisément dans le cadre du Plan de relance, **un mécanisme dit de protection des intérêts financiers de l'UE** est soumis au Conseil et au Parlement. On sait toutefois que ce mécanisme vise à dénoncer une situation *globale* de dislocation de l'état de droit dans un Etat membre très en aval d'actes ponctuels d'irrégularités. Peut-être serait-ce l'occasion **d'établir aussi une procédure plus modeste mais de caractère préventif** telle qu'envisagée ci-dessus ? Cela ne nécessiterait d'ailleurs pas de base réglementaire spécifique mais seulement une disposition—un codicille de caractère général—invitant les Etats à ouvrir les dossiers et comptes de l'utilisation des crédits communautaires aux

contrôleurs/inspecteurs mandatés de la Commission.

Le Conseil européen a lui-même (entr') ouvert la voie dans ses conclusions du 21 Juillet 2020:

“23. La Commission est invitée à présenter de nouvelles mesures afin de protéger le budget de l'UE et Next Generation EU contre les fraudes et les irrégularités, et notamment des mesures visant à assurer la collecte et la comparabilité des informations relatives aux bénéficiaires finaux de fonds de l'UE à des fins de contrôle et d'audit, à prévoir dans les actes de base concernés. La lutte contre la fraude nécessite une forte participation de la Cour des comptes européenne, de l'OLAF, d'Eurojust, d'Europol et, le cas échéant, du Parquet européen, ainsi que des autorités compétentes des Etats membres”

Parlement et Commission pourraient donc s'entendre pour étoffer et matérialiser cette louable déclaration d'intention faite au nom des Etats membres. ■

EU TOURISM POLICY IN 2020



The Tourism and Travel Sector/Ecosystem is one of the 3 major ones in terms of contribution to the EU GDP (10% in average, with a range between 4 and 25%) and employment (22 million jobs in the EU). It is facing its biggest ever socio-economic crisis, following the COVID-19 pandemic and it is the most severely affected by it, with very difficult recovery perspectives in the next 1-2 years.



**Pedro
Ortún**

This article provides a short description of the EU competences in the tourism policy field, of the state of play and the initial reactions from the Commission (EC), the Parliament (EP), the Council (CL) and Member States (MS), to face the very negative impact in this Ecosystem of the huge COVID-19 crisis, as well as a small set of personal ideas, trying to contribute some suggestions for a more sustainable medium/long term perspective, from a European tourist perspective, as most of the AIACE members are.

EU TOURISM COMPETENCES.

Tourism was mentioned for the first time in the Maastricht Treaty, as a possible policy area for EU intervention, by unanimity of its MS.

However, it was not until the Lisbon Treaty (2009), that EU competences included Tourism (with other important policy areas like Industry, Health, Education,

Culture, among others) in a third category, which foresees, that “the EU and its MS shall ensure the competitiveness of the European tourism enterprises with measures of support, coordination and cooperation, to be adopted only by qualified majority of the MS, aiming to build a favourable framework for their competitive development, to promote cooperation between MS and to integrate Tourism in other relevant EU policies”, but without the possibility of harmonizing national legislations.

This legal framework allows to adopt relevant measures, with the necessary involvement of all the other public stakeholders (in particular, the regional and local authorities having in most MS the main competences in the tourism field), as well as of the private ones (Businesses, Trade Unions, Civil Society, NGOS,...), for the quickest possible recovery of the around 3 million EU companies (97% of them SMEs and micro-enterprises) in this very important Tourism and Travel Ecosystem.

STATE OF PLAY OF EU TOURISM POLICY ACTIONS.

The EC started to put in place around 1998 some initiatives in the tourism area which were brought together in June 2010 by the last Communication on Tourism¹ until today. Its main objective was the adoption of a framework for consolidating the EU as the first Global Sustainable Tourism Destination.

The von der Leyen Commission has provided a strong support through Commissioner Breton, who already in his EP hearing of mid-November 2019, committed to promote a sustainable, digital and competitive EU Tourism and Travel Ecosystem, the first one for which a comprehensive package of measures were adopted by the Commission, already on May 2020, to face the foreseen negative impact of the COVID-19 crisis.

This package was summarized in a Communication on “European Tourism and Transport in 2020 and beyond”. Two concrete operational proposals were a “European Convention for Tourism”, which had its first meeting last 12th October, and a Roadmap for a European Agenda for a Sustainable Tourism by 2030-50.

This first European Convention has been complemented by the 19th European Tourism Forum, organized by the German Presidency. A wide range of possible short and medium-long term measures were presented by more than 50 public and private representatives of this Ecosystem. As Commissioner Breton mentioned in his concluding interventions the Roadmap/

Agenda, to be adopted within 2021 and in which all the Tourism Stakeholders will have to “work together”, should include

- the still necessary by then social/financial measures to facilitate the best possible recovery of the private and public companies, employees and destinations of this important EU Ecosystem.
- the main areas of action, in its supply and demand areas, to ensure the medium/long term sustainable competitiveness of European Tourism businesses and destinations, as well as the welfare of its employees and local residents by 2030 and by 2050.

SOME IDEAS FOR THE SUSTAINABLE FUTURE OF EUROPEAN TOURISM

I will focus on the main medium/long term possible measures and, in particular, to the ones related to demand side of tourism activity, in which tourists themselves, like many AIACE readers of this article, are among the key players.

On the supply-side measures could be to

- Improve and adapt the EU Tourism’s workforce skills for digital technologies and data, including their responsible and ethical use.
- Promote energy-efficient, low-waste and accessible hospitality services, including not only traditional hotels, but also private tourism apartments
- Respect the local destination traditions and residents, including events and festivals



1 https://ec.europa.eu/growth/content/commission-communication-2010-europe-worlds-no-1-tourist-destination-new-political_0_en

2 https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/communication-commission-tourism-transport-2020-and-beyond_en.pdf

All these measures should contribute to re-build a better, more sustainable and resilient Tourism Ecosystem

- Promote and facilitate the use of the most sustainable transport means for each type of destinations with efficient inter-modality infrastructures.

On the demand-side, possible measures and attitudes, could be:

- Control more efficiently the “mass tourism” trips to the best known EU destinations (Paris, Rome, Venice, Barcelona,...), by implementation of reasonable carrying capacity targets and of accountable tourism flow management and monitoring systems, with legally enforceable provisions.
- Promote the diversification, thematically, geographically and seasonally, of tourism trips within the EU, such as natural/rural tourism; cultural/gastronomic tourism; transnational/European Routes, like the ones with the Council of Europe label¹³; sport and well-being tourism; and low seasons tourism trips targeting seniors, youth groups and visitors with special needs
- Promote intra-European Tourism trips to complement national ones, as well as a more selective international “high quality/spending” levels of tourists.
- Promote a strong education on sustainable and responsible values for all European citizens and potential tourists, starting by the younger generations , but including all range of ages
- Promote a “slower” type of tourism experiences in each trip, taking profit of the huge and diverse richness of European Tourism destinations at transnational, national, regional and local levels
- Promote the same type of behaviours and management practices by

European Tourists and Businesses, in their own international trips and investments

All these measures, and any others to be agreed in the adoption of the European Roadmap/Agenda for a Sustainable European Tourism by 2030-2050, should contribute to re-build a better, more sustainable and resilient Tourism Ecosystem, after 2022-2023, when hopefully the negative impacts of the COVID-19 crisis would be over. In any case, for this ambitious set of measures to be adopted and efficiently implemented, in a multi-stakeholder approach, during the forthcoming 5-10 years, there is a need of:

- A strong and efficient EU-wide Governance system, with an open and cooperative involvement of public and private EU Tourism stakeholders, without forgetting the European Tourists themselves... This should facilitate a strong feeling of ownership of the Agenda by all the stakeholders involved.
- A sufficient set of human and budgetary resources at European, national, regional and local levels, in the short term post-COVID recovery period, and in the medium/long term one, to comply with the ambitious Sustainable Development Goals of the 2030 United Nations Agenda, and with the EU Green Deal targets. ■





In case you missed it

Covid-19 is still the main focus of attention.
Please refer to the dedicated pages in

European Commission

https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/health/coronavirus-response_en
https://ec.europa.eu/info/strategy/recovery-plan-europe_en#latest

European Parliament

<https://www.europarl.europa.eu/news/en/headlines/priorities/eu-response-to-coronavirus>

Resolution on the next Multiannual Budget

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2020-0302_EN.html

Council of the European Union

<https://www.consilium.europa.eu/en/policies/coronavirus/>

For specific information on Coronavirus, please check

<https://myintracomm.ec.europa.eu/coronavirus/Pages/index.aspx>
<https://myintracomm.ec.europa.eu/retired/en/Pages/index.aspx>

On climate change

I read the article concerning “climate change” in the February 2020 issue of “Vox” by Jeannine Franchomme-Saut with a rising sense of unease. No-one could fault the motives of the author in wanting to ensure a viable future for her descendants, but I believe that she (like many others) has been deceived by the vast and unrelenting propaganda by the media and activist causes on this extremely complex scientific subject.



Graham Chambers



I have some background in this question. I graduated in Geography and Geology including climatology, palaeoclimatology and meteorology. I spent two years as a scientist in Antarctica studying meteorology and upper-air physics and during a thirty-three-year career in the Secretariat of the European Parliament headed the Science and Technology Assessment Unit for two years. I am increasingly concerned at the politicization of science and the misuse of science to promote a cause-true science has no cause!

Climate has always changed—that’s what climate does! It has changed regularly on this planet with and without humans. There is no such thing as a “normal climate”. We are currently living in the latter part of a warm interglacial phase of an ongoing multi-million-year glacial epoch. We know that in the past climate

has changed greatly and sometimes very rapidly. The Early Roman Warming in the first few centuries CE saw red grapes grow in England as far north as York and citrus fruit as far north as Hadrian’s Wall (in sheltered spots)- we know this because of archaeological finds. Millet grew in southern Sweden whereas its northern limit is now North Africa- we are still far from this balmy scenario! The 5th and 6th centuries saw distinct cooling until the Early Mediaeval Warming from 800CE until around 1300CE. It was during this period of warming and resultant agricultural plenty that construction of the great European cathedrals was begun.

It was also during this “optimum” that the Viking colonization of Greenland occurred (indeed the name was invented as an enticement to colonizers)- a thriving community with many churches and



a cathedral existed until the 1300s when increasing cold finally extinguished the last vestiges of the settlement.

The “Little Ice Age” (from 1350 to around 1850) led to severe cold and extreme weather. In England up until 1814 whole oxen were spit-roasted on the 2-metre thick ice of the Thames during winter “ice fairs”—the effects of this cold period are well-documented by painters such as Pieter Breughel whose works now feature on Christmas cards.

Few people know that the principal “greenhouse gas” in the atmosphere is not Carbon Dioxide but water-vapour—up to 90%. Carbon Dioxide is plant food. The amount currently in the atmosphere is around 410 parts per million. During the last Ice-Age it fell to around 180 ppm. Anything lower than 150 ppm results in the death of all plant life and hence ALL life. Higher CO₂ levels in the atmosphere lead to a “greening” of the planet and to higher agricultural yields. Carbon Dioxide is not a pollutant—it is essential to life!

Ice cores from the Arctic and Antarctic prove that increased warming results in increased CO₂ in the atmosphere and not the other way around. It is also the case that as more CO₂ is added to the atmosphere it becomes less effective as a “greenhouse gas” (retaining heat)—that means that it acts rather like a coat of black paint on a light-bulb— one coat blocks a lot of light two coats a little more but by the time you add a 3rd fourth or fifth coat the additional effect is insignificant.

The political goal of “zero carbon” will vastly increase the cost of energy for poor people and will prevent the “third world” from becoming richer and thereby

healthier and more advanced and able to reduce their population growth—all of this is meant to reduce the computer calculations of future temperature rise by an amount that is not even properly measurable. The graphs shown in Mme Franchomme’s article are computer predictions of a very dubious nature—so much so that the IPCC itself has stopped calling them “predictions” and re-labelled them “projections”.

The book referred to in the article “The Uninhabitable Earth” by David Wallace-Wells is written by a journalist with no scientific background—his “predictions” are pure science-fiction designed to create fear and panic (as a journalist he is at least an expert in that). There are many other more reasoned and scientifically accurate descriptions of the climate situation such as “Cool it!” by Bjorn Lomborg.

A characteristic of the human race is to assume (wrongly) that any inexplicable event (volcanic eruption, earthquake, tsunami or global warming) must be caused by human (mis) behaviour—in earlier times this often resulted in the sacrifice of animals (including humans) to “propitiate the gods”.

In my view the principal problem facing our planet is over-population and the consequent destruction of wild and natural habitats. However the peak of human population growth has been or will soon be reached and from about 2050 the human population will start to decrease. I am far more concerned about pollution (in particular plastic) and the wanton destruction of nature and absolutely committed to leaving as small a “footprint” as possible on the Earth in order to leave it in as healthy a state as possible for my children. ■

“
the principal problem is over-population and the consequent destruction of wild and natural habitat
”



*Groupe de Réflexion sur l'avenir du Service Public Européen
Reflection Group on the Future of the European Civil Service*

GRASPE



Carol Wright

The recent announcement in Vox of the death of Roger Vancampenhout reminded me that Roger, a contributor to Vox, was one of the original members of GRASPE and was one of a team who compiled articles that may be of inspiration to AIACE members interested in the evolution of the European Civil Service (FPE).

The subject of the "Revue du GRASPE" is the evolution, past, present, and future of the European Civil Service. Issued bi-annually, and edited by Georges Vlandas since its first issue in 2001, it contains articles reflecting the views of the group members, and also national civil servants, ex-officials, and its readers.

The first issue the aims of the Reflection Group: "The individuals who decided to create G.R.A.S.P.E share a common preoccupation : they feel that there is an urgent

need to reflect on the evolution and prospects of the European integration project – from the point of view of its effects on sustainable growth , improved social cohesion and more democratic governance – as a basis for constantly improving the service that the European administration can deliver to its "customers". The G.R.A.S.P.E is thus a reflection group initiated by European civil servants with the aim of developing a common understanding of the broader context of the reform of the European civil service and, through it, actively contribute to the reform process."

I first subscribed to the Revue in 2001 while working in the European Commission Central Library. Recognised as a useful resource for research into the role of civil servants, links to the Revue figure in the Commission Library online catalogue.

At around this time I met Phil Wilkin, the Librarian who was responsible for the Archive of European Integration (AEI) at the University of Pittsburgh. The AEI is a free to everyone electronic repository and archive for research materials on the topic of European integration and unification. Its focus is the post-War development, activities, and foreign relations of the European Coal and Steel Community (ECSC), the European Atomic Energy Community (Euratom), the European Economic Community (EEC), the European Community (EC), and the European Union (EU). The AEI collects certain types of independently-produced research materials and official European Community/European Union documents.

The AEI owes a great deal to Barbara Sloan who was Head of Public Inquiries, Delegation of the European Commission to the US, Washington, DC, and was of valued source of information to the Library in Brussels. The scanning and deposit of documents received as part of the EU Delegation collection in Washington DC was completed at the end of 2019.

As GRASPE Revue did not qualify as an official document to be stored in the OP digital database, and wishing to ensure long-term access and archiving, I suggested, with the consent of GRASPE, that it would be appropriate to create a digital backup in the AEI. It was agreed that GRASPE Revue was a valuable resource reflecting changes, ideas and developments in the European Public Service (FPE). The Revue is now guaranteed to be available to authenticated researchers using the AEI, and can always be retrieved if ever the GRASPE website becomes unavailable.

Some examples of the content of the review are:

“Repenser nos méthodes de travail” figuring in issue 38 of February 2020; Special Issue 36 2019 devoted to “Climate and ecological emergency” and the EU Staff4Climate “call on the staff of the European Civil Service to act now on the climate & ecological emergency.”

Issue 35 of 2019 reviews at length the French edition of: The European Civil Service in (Times of) Crisis: A Political Sociology of the Changing Power of Eurocrats / Didier Georgakakis. (Palgrave Studies in European Political Sociology) 2018, which “examines... construction/deconstruction of the European civil service through a succession of empirically grounded case studies. Breaking with the usual representations of ‘Eurocrats’, it sheds light on a hidden aspect of the current European crisis: a crisis of social reproduction which affects the European civil service in a heavy context of management reforms ...”

I suggest that these and many more articles provide much useful thought-provoking material for any future discussion of the European Civil Service (FPE), and point the way to a channel of co-operation with the members of GRASPE.

GRASPE: <https://graspe.eu/revue.htm>
<https://graspe.eu/index.htm>

Archive of European Integration (AEI)
<http://aei.pitt.edu/>

European Commission Library database link to GRASPE Revue:
[https://ec-europa-finder.primo.exlibris-group.com/permalink/32EUC_INST/ dirvic/ alma990004799120104061](https://ec-europa-finder.primo.exlibris-group.com/permalink/32EUC_INST/dirvic/ alma990004799120104061) ■

“The AEI is a free electronic repository and archive for research materials on the topic of European integration and unification”

A short personal note

But We Won the War



**Erik
Halskov**

In the beginning of the 1960s, an old friend of mine was seconded from the Danish Ministry of Foreign Affairs to EFTA (European Free Trade Association), based in Geneva. He was assisting the then British Secretary General of EFTA, Frank Figgures, and was closely following the negotiations between the UK, Denmark and Ireland and the EEC, in anticipation of membership of the three countries. When General de Gaulle, in 1963, in one of his famous speeches, opposed his first NON to UK membership, my old friend recalls the reaction of several high ranking British—utterly stunned—diplomats: “But we won the War!”.

This narrative has not only been a constituent part of British post-war identity, but was also the persistently widespread perception among us Danes. From our early years in school, Great Britain was naturally presented as Great in all our history books. Churchill, the courage of Londoners under massive attack from Luftwaffe, Dunkirk and of course D-Day. Denmark was liberated by Field Marshal Montgomery and we owed our very freedom to the Brits. Churchill visited Denmark in 1950 and was welcomed so heartily that it was said to bring tears to the old warrior’s eyes.

In my home, Great Britain had a special status. My parents visited couples in the UK and welcomed Brits in their home,

notably through the Rotary network. And exchange students from the UK were often staying in our house.

We were simply crazy about the Brits, and not least about their unique sense of humor. Many will remember the legendary series “Fawlty Towers” with John Cleese as Basil Fawlty, the owner of a small hotel at the seaside, Torquay, in the South of England. One day he was ‘welcoming’ two German couples and urged his staff not to mention the War. He was, of course, the first to break his own rule and performed an utterly insulting and literally grotesque scene, with Nazi gestures and war all over, in front of the innocent German couples, resulting in a nervous breakdown of one of the German ladies. Wonderful. “Don’t mention the War”.

*“We were
simply crazy
about the
Brits, and
not least
about their
unique sense
of humor”*

On another note, as Danes we have been worshipping our long ties to Britain through history, beginning with the Viking era and strengthened by linguistic influences. I was astonished to discover that my grandfather, who only spoke an old Danish dialect from up North, used the word “which” in approximately the same sense as it is used in English.

As a country, we would go nowhere without the Brits. Great Britain was a central part of our DNA. And of our economy. No way that we would run the risk of losing the very important British market



for our lovely Danish bacon. No Danish membership of the EEC without the UK, neither in 1963 nor in 1969, even though de Gaulle had made it clear that Denmark could join at any time. It was just ‘insular’ UK, “La perfide Albion”, that could not become a member. And finally, both countries, together with Ireland, joined the EEC in 1973.

When I started studying history at university in the 1970s, I think that a doubt began to dawn on me, gradually calling into question the British narrative “We won the War”. Because that narrative did not seem to leave very much space to the millions of lost Soviet lives nor to

the decisive efficiency of the American military force. The narrative started to weaken.

The recent events, with the UK-referendum in June 2016 and the subsequent Brexit, have definitively contributed to compromise the British narrative of British greatness and its influence on Danish national identity and culture. The special status, that had almost blinded us for decades, seems to be vanishing. “Le charme est rompu”.

Bye, bye, Britain. Mais, espérons-le,
AU REVOIR. SEE YOU.....? ☺



Sprache und Sprachen

*Aus: My first ten years
- A childhood in post-war Berlin - (written in English for my four English speaking granddaughters)*



**Heidemarie
Graul-Bellali**

At age five, I made a decision that determined my future profession. My mother had taken me to some place in Berlin where I was put into a tram with other children and taken to a big flat building (I now think it was the Andrew Barracks in Licherfelde-Süd). We entered a magnificent big room, decorated with many colors, full of light and music. It was simply magic. Santa Claus whom I had never seen before, offered us incredible sweets we had never tasted in our lives, and lots of gifts. All this was unreal, a fairy tale. There were soldiers in uniform all around. Later in the afternoon, it was already dark outside, they opened the doors: it was time to go. Some soldiers sat on the floor, smoking. Crossing the doorway, I wanted to thank them for this beautiful afternoon. But looking at them, I realized that they would not understand me. Between us was some invisible barrier, which had to do with the way people sound when they speak.

At that moment, I decided to cross this barrier to understand other people and make myself understood. Soon I discovered that there was also a material side to this barrier. As the public school did not want me because I was not yet six, I

went twice a week to a class given in a private house by a very old, sage, and patient teacher. To get there, I had to go (by myself, which was usual in those times) with the S-Bahn (local train) from Nikolassee to Grunewald, the longest train distance in Berlin. Then I walked through a neighborhood of villas, most of which were in ruins like everywhere in Berlin. During the ten minutes on the train, I would stare at the four text blocks on the doors. Thanks to my teacher, I soon learned to decipher the first one. It said that before opening the door, you must wait for the train to stop. But the three others? As for the second and the third, I recognized the letters but could not make sense of what I saw. The fourth block was worse: The letters definitely did not look like the others. I decided to find out – but by the time I had the necessary level in Russian, three of the texts had disappeared from the doors of the train, and only the less mysterious was left.

Still, years later, I would spend time in the restrooms of the Regional trains to look in a certain nostalgia onto four other text blocks which had survived there by a miracle. ■

Une de nos membres, Maria SATTA, poétesse italienne depuis sa lointaine jeunesse, (auteure de recueils tels que "Poesie sparse - Il fiore rosso- Il filo dell'aquilone"), a mis son talent dans

ce beau poème, véritable métaphore de notre liberté (momentanément) perdue. Bonne lecture à tous, italophones et/ou amateurs de la langue italienne.

Raffaella Longoni

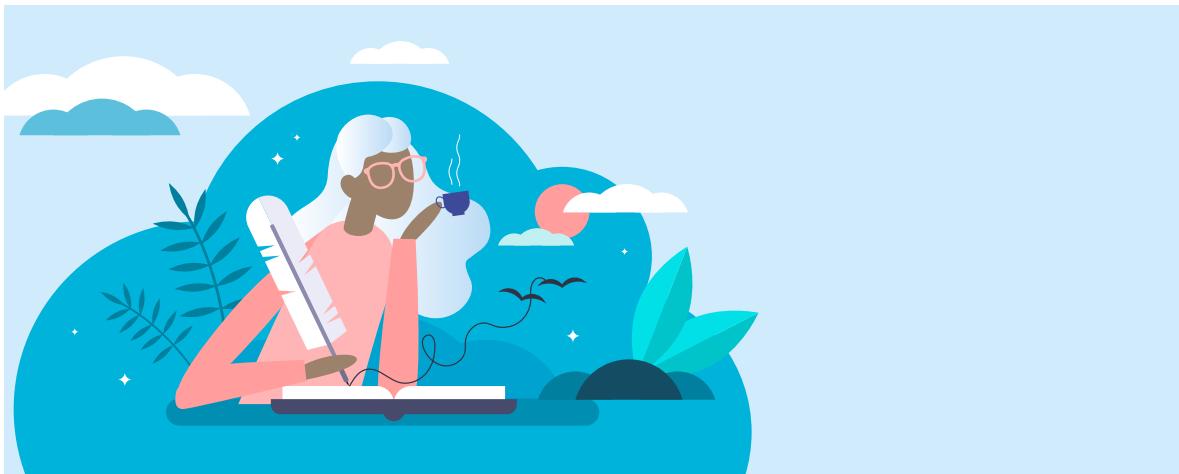
Le barche

Metafora sulle condizioni del confinamento

*Le barche, ferme alla rada,
sono legate .
Se si slegassero, la risacca le
porterebbe lontano
e senza una guida
si perderebbero.
Restano così' ancorate sulla riva
nel torbido fondale che le culla
con monotona lentezza
ma dondolando rode la loro
chiglia
che si scaglia rosseggianto nella
melma.
Sono come dipinte
in una eternità senza tempo
che estranee le rende al mare
aperto,
all'azzardo dell'avventura,
al vento che un tempo le ha
accarezzate
sollevandole, quasi volando
fino a deporle sulle rive
di lontani continenti
in esotici viaggi carpiti dai
racconti
di audaci esploratori :
narravano di incontri con mostri*

*a due teste
e financo due sessi
abitatori del vasto oceano
e di sirene che invitavano a
gettarsi negli abissi
con voce incantatrice.
E poi dell'incanto
di foreste e giardini incontaminati
dove storditi dal profumo dei fiori
o dall'incontro con creature
inebrianti
sostavano privi di ogni volontà di
ritorno.
E che dire della scoperta di stelle
d'altre costellazioni
che in cieli così' vasti e illuminati
invitavano al dialogo con il
mistero !
Oh ! Tutto questo è perduto
per le barche che sostano alla rada
inerti :
sono legate,
e se si slegassero
prendendo il largo si perderebbero.*

Maria SATTA
Novembre 2020



Letters to the editor

*The article “Luxemburg
oder Karlsruhe” a reçu
grande attention.*

PAR DIDIER HESPEL

Wir haben einen Bericht von unserem Kollegen H.-J. Demmler über die Abkürzungen der deutschen Gerichtshöfe bekommen : Die Abkürzung für den Term „Bundesverfassungsgericht“ lautet „BVerfG“, nicht „BVerG“. Das „f“ ist notwendig, vor allem auch um Verwechslungen von „Bundesverfassungsgericht“ und „Bundesverwaltungsgericht“ zu vermeiden.

Un petit erratum a aussi été signalé par le même collègue dans l’article “Le nécessaire renforcement du mandat de la BCE”, 3ème paragraphe. Par “Cour Constitutionnelle allemande”, l’auteur visait bien le “BundesVerfassungsGericht” ou en abréviation “BVerfG”

Annulation des Assises 2021 de l'AIACE

Comme vous le savez, nous avons été amenés à notre grand regret à annuler les Assises 2020 de l'AIACE pour des raisons évidentes à l'époque. Nous avions par la même occasion décidé de reporter ces Assises et donc aussi l'Assemblée générale à 2021 ; nous nous étions fondés sur les informations à notre disposition à l'époque. Entretemps, les choses ont fort évolué et dans le mauvais sens. En effet, l'évolution dramatique de la pandémie de Covid-19 en Europe cet automne est plus que préoccupante, et ce dans la plupart des pays, et il est de plus en plus improbable qu'un vaccin soit disponible en temps utile et en nombre suffisant d'ici mai 2021. Par conséquent, le Conseil d'administration de l'AIACE s'est vu contraint une nouvelle fois d'annuler les Assises 2021 qui devaient se tenir à Loutraki en Grèce du 15 au 21 mai. Nous espérons bien sûr que la situation finira pas se stabiliser en 2021 et permettra enfin de se retrouver à Loutraki en 2022. Les participants qui avaient déjà payé une avance pour 2020 ou 2021 seront remboursés.

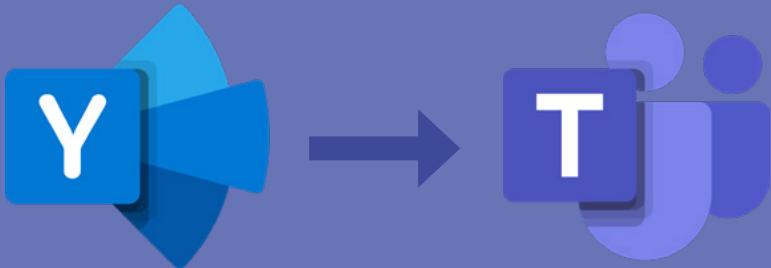


**Didier
Hespel**

Secrétaire
général

Cancellation of the AIACE 2021 Yearly Congress

As you know, we had to cancel the AIACE 2020 Yearly Congress for reasons that were obvious at that time. At the same time, we had decided to postpone the meeting and therefore also the General Assembly to 2021, based on the information available to us at the time. In the meantime, things have changed a lot and in the wrong direction. Indeed, the dramatic development of the Covid-19 pandemic in Europe this autumn is more than worrying, and this is the case in most countries, and it is increasingly unlikely that a vaccine will be available in time and in sufficient numbers by May 2021. As a result, the AIACE Management Board has been forced once again to cancel the 2021 meeting to be held in Loutraki, Greece from 15-21 May. Of course, we hope that the situation will eventually stabilise in 2021 and finally allow us to meet again in Loutraki in 2022. Participants who had already paid an advance for 2020 or 2021 will be reimbursed.



From Yammer to Teams

*The Commission services are transitioning from Yammer to the new integrated platform of Microsoft, **TEAMS**, part of the Office365 Business or Enterprise suite.*



**Franco
Rinaudo**

At the time of this reading, probably the migration has already taken place. What does this mean for the pensioner's community? Will the switch from a known application to the new one be easy and straightforward? What are the characteristics of this new application environment?

Let's try in this first article to see what it is and examine the main features of **TEAMS**.

TEAMS is a collaborative platform developed by Microsoft to allow smart working and support remote teaching activities. It is currently used by large corporations and teaching environments (universities, schools...), allowing employees and students to cooperatively integrate their work within common projects and classrooms. This is largely facilitated by its full integration with the Office365 suite (i.e. Outlook/Word/Excel/PowerPoint/SharePoint....) expanding their capabilities to a cloud based environment, including but not limited to videoconferencing.

While this offers great possibilities to our active colleagues, for the pensioners community it will be limited in its functionalities, providing capabilities previously available in Yammer.

Active staff working remotely (smart working) is required to continuously work on shared projects and documents, to request videoconferences and share ideas and planning with co-workers, defining expected outcomes, sharing calendars, integrating their contribution into common tasks, inviting other participants (video/audio calls). **TEAMS** is great for this.

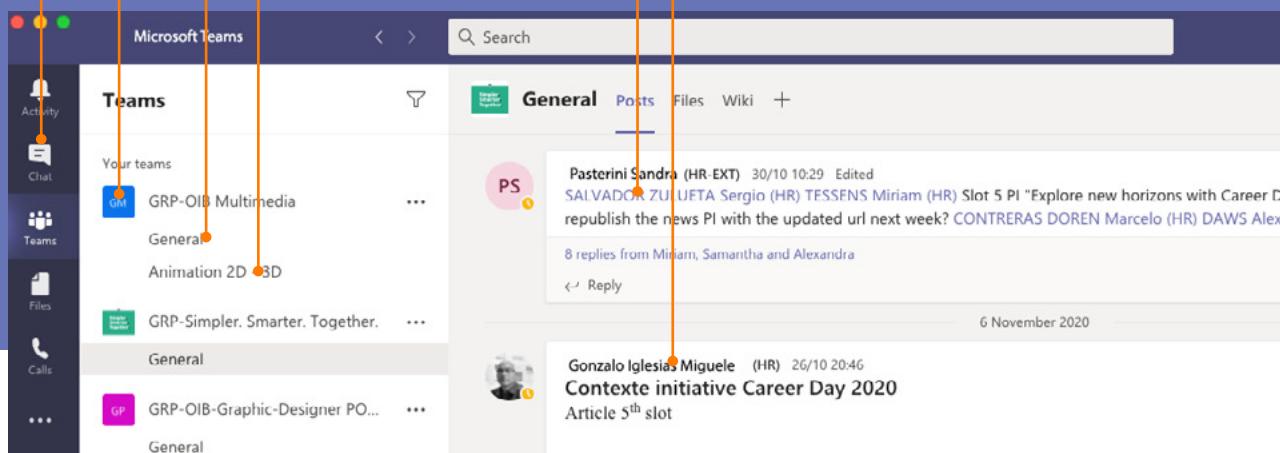
Retired staff has different requirements. They need asynchronous communication tools, well pre-organized environments where they can leave their contributions, talk to other participants publicly or privately, receive alerts, easily find topics available through different **channels** and **conversations**.

CHAT: could be public or private

TEAM: the space where a community can interact

CHANNELS: categories available for conversations

CONVERSATIONS: user contributions



As recalled by the product name, teams are made available for cooperation activities. One of these teams will be the community of the ex-staff of the EU institutions. A team is composed of channels, covering different categories of on-going discussions (example of channels could be RCAM/JESIS, Pensions, Insurances, Social activities, Travels, Culture & Leisure, Conferences and so on). **Channels** are made available by the team administrator(s) and accessible by the user community. Within **channels**, users will be able to post **conversations** and contribute to a particular conversation with their own replies. **Conversations** are public, open to all users while a chat could be public or private, where only the invited people will be able to participate.

Data made available through **TEAMS** will be stored in a Microsoft cloud, providing adequate level of security. In order to be able to access the environment, a Microsoft login is requested (this means the creation of an account Microsoft if not already in possession).

TEAMS is available for all major operating systems: Windows, Mac OS and Linux via web-based interfaces or specific applications. IOS and Android devices can access **TEAMS** via mobile apps.

In future articles we will analyze in detail the application and provide further guidance to users.

PROS

High customization
Full integration with the Office 365 suite of applications
Included within Office 365 Business or Enterprise

CONS

Requires a MS account to access it
Convenient in a Microsoft centric environment
Compartmentalized design might inhibit open dialogue



6^e méthode

Actualisation annuelle 2020: + 0,7 %

**Félix
Gérardon
& Pierre
Blanchard**

Cet article est dédié
au 2^e anniversaire
de la disparition de
Ludwig Schubert (le
28 décembre 2018) qui
tenait à ce que l'AIACE
communique chaque
année les données
de l'application de
la Méthode afin de
conserver une mémoire
de l'évolution de l'appli-
cation de la Méthode.

Évolution du coût de la vie

en Belgique (HICP) et au Luxembourg (IPC) (indice commun): + 0,7 %
Pouvoir d'achat (indicateur spécifique): + 0,0 %

$$\frac{100,7 \times 100}{100} - 100 = + 0,7 \%$$

Cette adaptation des pensions nettes est rétroactive au 1^{er} juillet 2020. Cela représente fin décembre 2020 un versement de 4,2 % (0,7% x 6) d'une pension nette de juin 2020 (sauf changement de situation familiale ou autre).

La grille des rémunérations est adaptée de la même façon. Le cas échéant, des coefficients correcteurs pensionnés et des taux de change peuvent s'appliquer en dehors de Bruxelles-Luxembourg selon les règles statutaires. Les pensionnés résidant dans les pays concernés seront informés séparément.

Conséquences de la COVID-19 (depuis mars 2020) : 2,5 % de pouvoir d'achat reportés.

La crise sanitaire extraordinaire provoquée par le SARS-CoV — 2 qui se poursuit en cette fin d'année 2020, a des conséquences sans précédent sur les équilibres financiers et budgétaires de chaque État membre et sur l'UE. Ainsi le PIB cumulé des 28 EM a baissé de 8,3 % (estimation du 7 juillet 2020 de la DG ECFIN).

Les retombées de cette crise sont très graves humainement, socialement et financièrement importantes. Elles risquent de se prolonger tant qu'un vaccin ne sera pas disponible et qu'une majorité de la population sera vaccinée.

En ce qui concerne les personnels statutaires UE, elle a un effet direct négatif sur l'évolution des rémunérations et pensions en 2020.

Toutefois, dans le cadre de la Méthode, Eurostat constate pour la période allant de juillet 2019 à juin 2020 une augmentation moyenne de 2,5 % du pouvoir d'achat des fonctionnaires nationaux dans les pays de référence (encore avec le R.-U.).

La 6^e Méthode actuellement en cours s'applique dans le cadre du Statut de 2014 (Annexe XI, articles 11) qui prévoit que si dans une année (n) la baisse du PIB de l'UE est égale ou supérieure à 3 %, le taux positif du pouvoir d'achat constaté cette même année (n) est reporté à une année ultérieure, dès que l'augmentation du PIB de l'UE, mesuré à compter de l'année pour laquelle la clause de modération a été appliquée, devient positive.

C'est pourquoi l'augmentation de 2,5 % de pouvoir d'achat de 2020 n'est pas supprimée, mais reportée.

Tableau I montrant les quatre scénarios prévus par la clause de modération et d'exception (art. 10 et 11 de l'annexe XI du Statut).

		Évolution des taux du PIB (X)	1er juillet	1er avril	Cumul*
1	0 % ≤ X	100 %	0 %	0 %	
2	-1,0 % ≤ X < 0 %	33 %	67 %	0 %	
3	-3,0 % ≤ X < -1,0 %	0 %	100 %	0 %	
4	X < -3,0 %	0 %	0 %	100 %	

*Juillet l'année où le PIB UE est à nouveau positif

Tableau II montrant les résultats de la Méthode : sans la clause (1), en réel avec la clause (2) et diverses simulations de l'application ultérieure de la clause ([3] à [5]).

Clause de modération et d'exception : fonctionnement					
Données en %		2020 Sans clause (1)	2020 Réel (2)	Simulation 202(X)** avec récupération 2020 (3)	Simulation 202(Y)*(4)
Modération — Exception Taux du PIB	Modération +1,5	Exception -8,3	Modération +1**	Exception -0,5*	Modération +2 *
Indicateur spécifique	+2,5	+2,5	(+ 1,5 [202 (X)] + 2,5** [2020]) = + 4*	+ 1*	+ 2,9*
Cout de la vie	+0,7	+0,7	+ 1*	+ 1*	+ 1,1*
Résultat théorique Méthode (année n)	+3,2	+3,2	+ 5	+ 2	+ 4,0
Actualisation au 1/7 (année n)	+2,7	+0,7	+ 3	+1,3	+3,1
Actualisation au 1/4 (année n+1)	+0,5	-	+ 2	+ 0,7	+0,9

* Dates et taux fictifs à titre d'exemple du fonctionnement de la clause des articles 10 et 11 de l'annexe XI du Statut.

** La valeur de l'indicateur spécifique (2020) forme la base de calcul d'une future actualisation dès que l'augmentation cumulée du PIB de l'Union, mesuré à compter de l'année pour laquelle l'article 11 para 1 ou 2 a été appliquée, devient positive.

Application de la méthode sans la clause de modération et d'exception

(art. 10 et 11 de l'annexe XI du Statut) voir ci-dessus, simulation 2020 [1]

Évolution du coût de la vie :

en Belgique (HICP) & au Luxembourg [IPC] [indice commun] : + 0,7 %

Pouvoir d'achat [indicateur spécifique] : + 2,5 %

$$\frac{100,7 \times 102,5}{100} - 100 = + 3,2 \%$$

Adaptations nominales de la grille sur base de la Méthode de 1991 à 2020

1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
3,4 %	4,1 %	0,9 %	0,5 %	1,1 %	1,4 %	2,2 %	1,9 %	2,7 %
2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
2,3 %	3,7 %	3,0 %	3,4 %	0,7 %	2,2 %	2,3 %	1,4 %	3,0 %
2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
3,6 %	0,1 %	0,0 %	0,8 %	0 %	0 %	2,4 %	3,3 %	1,5 %
2018	2019	2020						
1,7 %	2,0 %	0,7 %						

*) au lieu de 1,7 % selon l'application normale de la 5^e Méthode

**) au lieu de 1,7 % selon l'application normale de la 5^e Méthode

***) selon décision du Conseil du gel des rémunérations et pensions

****) selon décision du Conseil du gel des rémunérations et pensions

Évolution annuelle du pouvoir d'achat de 2004 – 2020

2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	* 2011	** 2012
-1,2 %	0,0 %	+0,2 %	-0,0 %	-1,3 %	+2,7 %	-2,2 %	-3,5 %	-1,9 %
2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
-1,5 %	-0,9 %	+1,2 %	+1,9 %	+0,4 %	-0,4 %	+0,5 %	0,0 %	

2011*) - 3,5 % au lieu de - 1,8 % selon l'application normale de la 5^e Méthode

2012**) - 1,9 % au lieu de - 1,1 % selon l'application normale de la 5^e Méthode

Variations cumulées du pouvoir d'achat

Pouvoir d'achat à nouveau bloqué après les faibles augmentations de +0,4 % en 2017 et +0,5 % en 2019.

Variations par rapport à 2003

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Indices	100	98,8	98,8	99,0	99,0	97,7	1,4 %	3,0 %
% cumulés	0,0	-1,2	-1,2	-1,0	-1,0	-2,3	1,4 %	3,0 %

2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
100,35	98,1	94,7	92,9	91,5	90,7	91,7	93,5	93,9	93,5	94,0	94,0
+ 0,35	-1,9	-5,3	-7,1	-8,5	-9,3	-8,3	-6,5	-6,1	-6,5	-6,0	-6,0

En 2020 par rapport à 2009

Avant l'adaptation de 2019 : 0,94/1,003 5 =

0,936 7 soit - 6,3 % • Après l'adaptation de 2020 :

0,94/1,003 5 = 0,936 7 soit - 6,3 %



Graphique montrant les évolutions du pouvoir d'achat (depuis 2009) et de la valeur nominale de la grille des rémunérations (depuis 2003).

Base décisionnelle Art. 65 et l'annexe XI du Statut du 1^{er} janvier 2014
- 6^e Méthode.

La fonction publique européenne : une nouvelle réflexion

Vous vous souviendrez peut être que dans le numéro 115 du VOX de ce mois de mars...du temps où la vie était encore «normale», j'avais relaté les points saillants de la table ronde tenue dans le cadre des Assises de Lisbonne et nos réflexions sur la Fonction Publique européenne.



**Dominique
Deshayes**

Cette initiative de notre Président a, simple coïncidence, trouvé son double dans les hautes sphères de la Commission, puisque cette dernière a lancé un exercice de réflexion sur ce même sujet.

Nous avons adressé la Déclaration de Lisbonne à la Présidente de la Commission ainsi qu'au Commissaire Hahn (en charge du budget et de l'administration). Le cabinet de ce dernier a répondu en son nom et au nom de Présidente en se félicitant de l'appui continu des membres de l'AIACE et en s'engageant à faire participer l'AIACE au prochain processus. Des contacts ont ainsi pu s'établir avec la DG HR et sa Directrice générale Gertrud Ingestad.

Certes, ce n'est pas le premier, et sans doute, ce ne sera pas le dernier exercice du genre, mais cette fois-ci et pour la première fois l'AIACE y est pleinement associée.

Cette reconnaissance est précieuse pour nous qui avons travaillé au sein des Institutions et qui avons de ce fait quelques idées sur la question...

Des workshops réunissant tout le personnel de la Commission, tous statuts confondus, tous sièges confondus, ont été organisés pour recueillir l'avis des collègues.

Les consultations se sont inscrites autour de 6 piliers

- les compétences
- la diversité et une organisation inclusive
- le leadership et le management
- les conditions de travail et le bien-être au travail

- la technologie informatique
- l'organisation et la culture de travail

Le Président de l'AIACE Internationale a réuni autour de lui un petit groupe de réflexion, coordonné par Marc Oostens et moi-même, avec la participation de Heinz Zourek, Didier Hespel, Jürgen Erdmenger et Panos Carvounis. A ce titre Marc Oostens et moi-même avons rencontré la DG HR pour mieux cerner notre place dans cet exercice.

Il en ressort que notre contribution devrait être double.

- D'une part faire un focus sur ce que les pensionnés souhaitent, donc c'est une réelle opportunité pour nous de revendiquer plus de support (soins, aide sociale, locaux, informatique, crédits sociaux...)
- D'autre part préparer un papier sur ce qui ressort de nos expériences et qu'on voudrait voir mis en avant de concret: notation, mobilité, promotions, place des conseillers, relations avec les cabinets...

Nous avons compris qu'une réforme du Statut n'est pas envisagée et que les propositions doivent s'intégrer dans le cadre des perspectives financières.

Et ce qui reste bien évidemment essentiel à nos yeux est une fonction publique permanente, indépendante et compétente.

Nous espérons que le document qui suit¹, qui a été envoyé à notre Directrice générale, Mme Gertrud Ingestadt, répond bien à ces objectifs. ■

¹ Il est également disponible sur le site de l'AIACE internationale (<https://aiace-europa.eu>)

HR STRATEGY CONTRIBUTION AIACE

Dans le contexte très significatif du 50ème anniversaire de la création de l'AIACE, il avait paru opportun en 2019 de lancer une initiative tendant à mettre en avant la Fonction Publique européenne.

Cette idée a été chaudement appuyée par le président Juncker lors de sa rencontre avec le président, le vice-président et le secrétaire général de l'AIACE au moment de la signature de la déclaration conjointe en février 2019.

L'idée a ainsi germé de profiter de l'Assemblé générale dans le cadre des Assises annuelles à Lisbonne en mai 2019, pour organiser une table ronde dédiée à l'Europe, son passé, ses réalisations, son avenir, l'évolution de la méthode communautaire, la place qu'y occupe la Fonction Publique d'hier et d'aujourd'hui, ses changements suite notamment aux dernières réformes.

Ces travaux ont permis d'adopter la Déclaration que l'on trouvera en annexe du présent document.

L'AIACE est la plus grande et plus ancienne association de fonctionnaires et autres agents à la retraite de toutes les Institutions européennes.

L'AIACE, Association Internationale des Anciens de l'Union Européenne, regroupe la majorité des anciens fonctionnaires. Sur environ 27 500 retraités, quelque 13.000 sont membres de l'Association, répartis entre 15 Sections nationales.

L'AIACE a été reconnue comme organisation représentative de tous les pensionnés, ce qui a trouvé sa concrétisation dans un Accord de Coopération et de Partenariat signé entre la Commission

et l'AIACE, accord renouvelé en 2019 entre le Président Juncker et le Président de l'AIACE Internationale, réaffirmant ainsi l'engagement d'un partenariat institutionnel historique. Au fil des années, des accords similaires avaient été signés avec le Parlement européen, la Cour de justice de l'Union européenne, le Comité économique et social européen et le Comité européen des régions, la Cour des Comptes européenne et finalement le Conseil de l'Union européenne.

Les membres de l'AIACE sont de fait partie intégrante de la fonction publique européenne, au service de l'intérêt général européen.

L'AIACE regroupe d'anciens fonctionnaires et agents de tous les niveaux ayant une expertise dans tous les secteurs d'activité de toutes les institutions européennes. Cette expertise très variée est enrichie par le fait que ses membres ont été témoins de l'évolution des Institutions sur plusieurs décennies. Cela permet donc à l'AIACE d'avoir à la fois, une "vue de chirurgien" et une "vue d'hélicoptère", couplée à un regard sur les évolutions passées, ce qui fait d'elle un observateur perspicace et un conseiller utile en période de changement.

1 Les sacro-saints principes de la FPE

Tout exercice visant une analyse de la Fonction Publique Européenne (FPE), soit en termes scientifiques et de recherche académique, soit en termes d'approche de



Ces agents travaillent au service d'un intérêt commun et participent à l'avancement du processus de construction européenne

régulation normative ou, de politiques de gestion en matière de ressources humaines, ne pourra éviter d'avoir comme références nécessaires des principes à la base de cette «communauté professionnelle particulière» (1). Ces principes constituent la nature indissociable du processus de construction européenne, d'où émane son caractère unique et identitaire. De tels principes constituent des «valeurs» intangibles.

Unicité, Indépendance, permanence, compétence.

Ces principes-valeurs sont uniques par rapport aux administrations publiques nationales ou autres organes publics ou institutions internationales à caractère intergouvernemental. Ils ont permis de constituer un corps unique, indépendant des administrations nationales, permanent et compétent, travaillant au service d'un intérêt commun, le processus de construction européenne. Ces principes s'accompagnent de valeurs comme une «appartenance identitaire» à l'institution et la loyauté.

Ce corps est indépendant des Etats membres: les institutions européennes recrutent elles-mêmes leurs agents par des procédures adéquates et les nomment en majorité comme fonctionnaires à des postes à vie. Les compétences professionnelles de ces agents sont d'un haut niveau de formation et comprennent notamment le multilinguisme, le savoir-faire administratif, l'adaptabilité à des cultures et à des environnements variés, et des connaissances solides de différentes politiques. Ces agents travaillent au service d'un intérêt commun et participent à l'avancement du processus de construction européenne. Ces principes s'accompagnent de valeurs

comme une «appartenance identitaire» à l'institution et la loyauté.

Au-delà d'un emblème et d'un référent d'identité, ces principes constituent des valeurs d'essence et des axes dont la préservation doit guider toute conception et toute réforme de la FPE.

Ses droits.

Le corollaire de ces principes est l'exigence de compétences variées avec en contrepartie des droits et privilégiés statutaires (salaires, pensions, assurance maladie, écoles européennes) qui constituent des éléments d'attractivité du Service public de l'Union Européenne.

La nécessité d'adapter la FPE aux développements des politiques de l'Union et au processus toujours en marche de l'intégration européenne implique toujours une exigence de préserver ces principes et de garder ces éléments caractéristiques propres et inséparables de ces valeurs.

Les réformes successives et les politiques de gestion de ressources humaines ont été sans doute des épreuves devant guider toute analyse. Les anciens fonctionnaires, toutes catégories confondues, peuvent témoigner de l'importance de veiller à éviter des dérives nocives à ces principes. Tirer des conséquences des erreurs et des réussites est une évidence qu'il faut toujours avoir pour règle.

(1) D'après l'expression de Magali Gravier (*Éléments d'analyse sur le statut de la fonction publique européenne (1951-2003)*; Dans *Politique européenne 2003/3* (n° 11), pages 79 à 98

2 Les réformes successives et leurs effets

Comme on peut le voir, plusieurs rapports alarmants montrent également que la situation se détériore. Le nombre de candidats à des postes dans les institutions européennes a diminué, en particulier dans les «anciens» États membres, ce qui, à plus long terme, met en péril l'équilibre géographique du service public européen. En outre, un certain nombre de fonctionnaires recrutés depuis les réformes de 2004 et 2014 ont eu tendance à ne rester dans les institutions européennes que pendant une période relativement courte, puis à accéder à des emplois plus attractifs ailleurs.

Il est clair que la série de réformes a sérieusement réduit l'attractivité de la FPE. Cela rend indispensable que toute réforme de la politique du personnel porte sur les domaines suivants:

- L'exigence de mobilité devrait devenir plus spécifique à l'emploi et éviter la perte de la mémoire institutionnelle
- Revoir les moyens actuellement utilisés pour la formation du personnel afin de faciliter l'adaptation aux nouvelles exigences par exemple télétravail, gestion financière et administration des fonds ainsi qu'une meilleure utilisation des écoles d'administration existantes à Bruxelles et au Luxembourg (EUSA) ainsi que de l'Institut européen d'administration publique à Maastricht.
- Pour les promotions, trouver d'autres moyens de reconnaître la performance du personnel sans la lier si étroitement à un passage à des fonctions de management.
- Le recrutement doit accorder une grande attention à l'équilibre géographique du personnel.

3 NOTRE “ESPACE”

Le premier objectif de l'AIACE repris dans ses Statuts, est d'assurer des contacts étroits et une représentation aussi large que possible des intérêts des anciens auprès des instances de l'Union européenne et veiller à la défense de leurs intérêts.

L'AIACE et la Commission européenne

Le premier accord entre la CE et l'AIACE a été signé en 2002 et renouvelé et étendu en 2008. Ce partenariat s'est traduit par la participation de l'AIACE au dialogue social, la coopération avec la DG Ressources Humaines dans les actions d'assistance sociale et l'apport de l'expertise dans des sujets majeurs tels que le RCAM et les pensions. L'AIACE se félicite de cet accord et souhaite renforcer le dialogue.

Pension et Méthode

C'est au mois de mars 1972 que le Conseil a adopté la «Méthode d'adaptation des rémunérations et pensions» qui permet d'assurer le parallélisme de l'évolution du pouvoir d'achat dans la FPE et dans les fonctions publiques nationales. La dernière (6^{ème}) modification de la méthode a permis de maintenir le principe du parallélisme ainsi que le lien entre les adaptations annuelles des pensions et des rémunérations des actifs. L'application du coefficient correcteur exprime le principe d'égalité de traitement qui assure l'égalité de pouvoir d'achat entre tous les pensionnés quel que soit leur lieu de résidence.

Enfin les adaptations sont devenues automatiques et ont évité la lourde procédure de codécision.

Les mesures de modération et d'exception ont parfaitement joué leur rôle en

“Le premier objectif de l'AIACE est d'assurer des contacts étroits et une représentation aussi large que possible des intérêts des anciens”

2020 pour prendre en compte les difficultés liées à la pandémie de la Covid-19. L'AIACE défend le maintien de la Méthode actuelle pour après 2023 et en particulier le maintien des coefficients correcteurs pour certains pensionnés.

À plusieurs occasions la Commission a confirmé l'existence d'un fonds de pension notionnel, notamment dans le Rapport de la Commission au PE et au Conseil sur l'application de l'annexe XII du statut. L'AIACE soutient cette position et n'est pas favorable à la création d'un fonds de pension financier.

Le Régime commun d'assurance maladie

Lorsqu'il atteint l'âge de la pension, le fonctionnaire continue à être couvert par le RCAM. Cependant, les pensionnés présentent des particularités que les représentants de l'AIACE dans les instances de gestion mettent en évidence et pour lesquelles ils proposent des solutions. Les pensionnés ne sont plus couverts pour les accidents et ne profitent plus aussi aisément des contrôles périodiques automatiques de leur santé prévus dans le cadre de la médecine du travail. Ils bénéficient en revanche de programmes de dépistage spécifiques.

D'autre part, ils sont plus susceptibles d'être atteints

par une maladie grave ou de faire face à un handicap ou à la dépendance. Enfin, les personnes

âgées et isolées loin des Bureaux liquidateurs rencontrent des difficultés à remplir les exigences administratives pour accéder aux soins et obtenir le remboursement des dépenses médicales. L'AIACE se félicite de l'attention accordée par la DG HR et le PMO aux difficultés rencontrées par ces bénéficiaires et demande que le RCAM puisse encore mieux adapter son fonctionnement aux besoins spécifiques des pensionnés, qu'ils soient adhérents de l'AIACE ou pas.

En outre, dans le domaine de l'assurance maladie et du remboursement des frais médicaux, l'AIACE demande le maintien d'un régime de coefficients d'égalité à base de données représentatives réelles afin de garantir l'égalité de traitement prévue dans la Réglementation commune dans les pays de UE (ainsi qu'au RU) et en conformité avec la méthodologie prévue dans la réglementation. Elle s'inquiéterait de toutes nouvelles approches allant dans un sens contraire.

Écoles européennes

L'AIACE défend l'existence et le développement des Écoles européennes car elles

constituent un élément essentiel pour le recrutement de fonctionnaires provenant de l'ensemble des États membres de l'UE et sont le symbole d'une Union multiculturelle.

CONCLUSION

Il ressort de ces considérations que l'AIACE est profondément attachée aux principes et aux acquis ayant inspiré la conception et la nature de la FPE.

Ces principes et ces valeurs ne doivent en aucun cas être fragilisés lors des processus d'adaptation ou de réforme.

Ces principes constituent le noyau d'attractivité de la FPE, à maintenir et à renforcer pour «concourir» dans un marché d'excellence et de talents.

Ces acquis (Méthode, RCAM...) vont de pair avec le caractère unique de la FPE et toute diminution de ces acquis dénaturerait la FPE et par conséquent son attractivité.

S'agissant de la réflexion sur la mise en place d'une nouvelle politique du personnel, l'AIACE est fière d'être incluse dans le processus de consultation et, en tant qu'interlocuteur privilégié, est prête à approfondir tout aspect pour lequel elle serait sollicitée. ■

INFORMATION PENSIONS

Anna
Maria
Silvano



Chef de l'Unité
Pensions (PMO.4)

Bulletins de pension

À cause des nouvelles restrictions qui limitent l'accès aux installations de la Commission, les ateliers de reproduction de l'Office des Publications sont fermés et l'envoi des bulletins de pension est dès lors suspendu.

Déclaration de vie

Les envois des formulaires qui attestent l'existence en vie restent suspendus. Dès le retour à la normalité, on procèdera à un envoi des déclarations qui n'auront pas été envoyées précédemment et ce, sur base d'un échantillonnage.

Déclaration scolaire

En septembre, les formulaires relatifs aux déclarations scolaires ont été envoyés par courrier postal et une notification a été reçue par tous les pensionnés qui ont un accès à Sysper Post Activity. Les formulaires "papier" contiennent un code-barres relatif à chaque enfant sur chaque page. La déclaration peut être envoyée par courrier postal ou introduite via Sysper Post Activity.

Exception à cause de la crise sanitaire

De nombreuses prolongations ont été accordées pour le délai de déménagement.

Attestations fiscales

Les attestations fiscales pour l'année 2020 seront disponibles en 2021 soit via Sysper Post Activity (une notification sera envoyée à tous les pensionnés qui ont un accès EU-Login), soit envoyées par la poste (à condition que les expéditions soient à nouveau possibles).

Changement d'adresse

Rappel : en cas de changement d'adresse, un certificat de résidence (ou équivalent) doit toujours être soumis.

Tutelle

Attention particulière sur le choix des tuteurs : ils doivent être en mesure de remplacer le pensionné dans toutes les démarches administratives et sans délais.

Nouveautés

- Dans les prochains mois il y aura un nouveau moyen d'accéder à My Remote.
- Tous les nouveaux pensionnés de la Commission auront prochainement une adresse e-mail "EU Login for life".

Formations/Informations

Le PMO 4 organise des séances d'informations et participe à celles organisées par les RH des Institutions.

Des ateliers peuvent être organisés tant au niveau des Sections AIACE que pour des groupes de pensionnés, sur différents thèmes comme, par exemple, l'utilisation et les fonctionnalités de Sysper Post Activity.

Accès à Sysper Post Activity

Étant donné les difficultés rencontrées en cette période particulière, le PMO 4 encourage à accéder à votre dossier via Sysper Post Activity. Pour tout renseignement complémentaire, veuillez contacter le PMO 4 par email à : pmo-pensions@ec.europa.eu

Vérification coordonnées dans Sysper Post Activity

Lors du lancement de Sysper Post Activity, nous vous avons suggéré de vérifier vos données (adresse, personne de contact,...) et de les corriger directement dans le système. Opération que nous vous invitons à refaire afin de garder toutes les données à jour.

La DG HR en soutien aux pensionnés pendant cette période difficile

Depuis le début de la crise relative au Coronavirus, le service Support Social et Relations avec les Pensionnés a mis en place plusieurs initiatives afin de venir en aide aux pensionnés. En cette période difficile et incertaine, nous tenions à les rappeler afin que les pensionnés sachent qu'ils ne sont pas seul(e)s.



Alan Lenglet

1 Une ligne dédiée au Coronavirus à disposition des pensionnés

Pour répondre aux questions spécifiques relatives au Coronavirus (remboursements du test de dépistage du Covid-19, voyage à l'étranger, accompagnement d'un proche testé positif etc.), la ligne téléphonique dédiée au Coronavirus a été mise en place. Il suffit de composer le numéro +32 (0)2 296 30 00 du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et des collègues du service Support Social et Relations avec les Pensionnés répondront aux questions des pensionnés.

2 Les programmes HR-TELE-CARE et BUDDY pour aider à sortir de l'isolement

Les programmes HR-TELE-CARE et BUDDY ont été lancés en mai 2020 afin d'aider les pensionnés qui se sentent isolés à créer du lien. Ainsi, si le besoin de parler à quelqu'un se fait ressentir, il est possible de contacter la ligne d'écoute

HR-TELE-CARE +32 (0)2 295 40 00, ouverte du lundi au vendredi de 09:00 à 17:00. Des volontaires y offrent une oreille attentive. Il est également possible d'être mis(e) en contact avec un « Buddy », un ou une volontaire avec qui il est possible d'échanger et de recevoir des appels de façon plus régulière. Tous les volontaires sont des collègues de la Commission européenne.

3 Une communication régulière avec les pensionnés de toutes les institutions européennes

Depuis le début de la crise, il est important de garder contact. C'est pourquoi le service Support Social et Relations avec les Pensionnés envoie régulièrement des communiqués à tous les pensionnés des institutions par voie postale et digitale. Ces communications ont pour objectif de fournir des renseignements sur les derniers développements relatifs à la crise du Covid-19. De plus, elles rappellent les numéros de téléphone et adresses e-mail des différents services de la Commission européenne. ■



Photo fait par Marc

Publication du Guide Pratique du pensionné UE résidant au GD de Luxembourg

Après tout... à quelque chose... malheur est bon !

L'équipe du Comité chargée des Affaires Sociales a profité de la période du confinement COVID-19 pour mener à bien un ancien projet : la réalisation du Guide pratique du pensionné UE résidant au Grand-Duché de Luxembourg.

Tout est parti d'une série d'articles publiés dans trois numéros du Bulletin de l'AIACE- section Luxembourg. Puis l'idée de les compiler dans un guide a fait doucement son chemin. On voulait miser sur une publication dynamique, dont les pages pourraient être remplacées pour faciliter la mise à jour ; on voulait aussi jouer la carte des couleurs, qui permettraient de repérer plus facilement les chapitres ; il fallait en outre revoir le contenu des articles, mettre à jour les informations,

trouver l'aide pour réviser le contenu et pour assurer la présentation graphique.

Le travail a été énorme, d'autant plus qu'il a fallu s'adapter aux contraintes et aux difficultés du télétravail ! L'équipe a été bien occupée de mars à juillet !

Le Guide est rédigé en termes simples. Il est facile à manipuler, notamment par les personnes retirées de la vie active depuis un certain temps !

Le but était de mettre à la disposition de nos pensionnés résidant au Grand-Duché de Luxembourg un seul et unique **recueil qui compile des informations essentielles, à la fois utiles et présentant parfois un caractère d'urgence**, sans qu'ils soient obligés d'effectuer des recherches dans de nombreux dossiers ou sur des sites internet.

Le Guide est divisé en 10 chapitres thématiques de couleurs différentes. Y sont **repris tous les services et informations internes aux Institutions ainsi que les informations et services relevant du territoire luxembourgeois**.

Début septembre, un exemplaire a été distribué gratuitement aux membres de la section qui l'avaient commandé à l'avance.

Mais il **est aussi accessible à tout pensionné** qui en ferait la demande et **qui n'est pas membre de la section AIACE-Luxembourg**, au prix de 30€ si le guide est retiré personnellement, ou avec un supplément de 10 € pour les frais d'envoi par la poste.

Si vous êtes intéressé, vous pouvez contacter directement la section au +352 4300-22745 ou envoyer un mail à aiace-lu@europarl.europa.eu ■



*Rosella
Testi*



A pandemia *que mudou a nossa vida*



**Fernando
Medeiros**

A Europa social criada por J. Delors, H. Kohl e F. Mitterrand tem hoje na Presidente von der Leyen, em Angela Merkel e em Emmanuel Macron dignos seguidores. O plano de relançamento económico aprovado em Julho pelo Conselho permitirá que a Europa recupere uma grande parte da sua economia, com impacto sobretudo na vida das pessoas.

Em colaboração com a DG-HR, a AIACE-PT organizou nos dias 9 e 10 do passado mês de Março um seminário de formação para voluntários. No dia seguinte, aquando da habitual reunião da Direcção da nossa Associação, fomos informados do encerramento das instalações das Instituições Europeias em Lisboa por tempo indeterminado devido à pandemia. Passados poucos dias, o Governo adotou medidas para proteger a saúde pública, marcando assim o inicio do confinamento para

todos os portugueses e para os idosos em particular.

Todas as actividades públicas da nossa secção foram suspensas, embora, através dos meios informáticos, nomeadamente do sítio Web recentemente lançado, fôssemos mantendo os nossos associados informados das decisões tomadas no seio da União Europeia. Por outro lado, o contacto pessoal foi sempre mantido para ajudar a resolver os problemas encontrados pelos nossos associados, designadamente a nível do RCAM.

A pandemia revelou sobretudo a impotência da nossa sociedade, apesar de toda a evolução tecnológica, para encontrar um tratamento adequado, e sobretudo uma vacina. Vivemos uma época de grandes desenvolvimentos científicos em todos os ramos, sendo difícil perceber como um simples vírus está a criar a maior crise mundial desde a Segunda Grande Guerra.

Nós, que durante a vida activa ajudámos a desenvolver a nossa Europa, podemos estar orgulhosos

“

Pela primeira vez vimos uma crise ser gerida pelos políticos seguindo, para o bem e para o mal, as indicações do corpo científico. E, de repente, as desigualdades da nossa sociedade tão evoluída tornaram-se evidentes. Apesar das medidas preventivas tomadas pelos diferentes governos, centenas de milhares de pessoas perderam fontes de rendimento ou viram-nas drasticamente diminuídas. A fome e a pobreza voltaram a fazer parte do nosso quotidiano. Os pais, impedidos de entregar os filhos à guarda dos avós, foram obrigados a ficar em casa, quando possível em regime de teletrabalho.

Nós, que durante a vida activa ajudámos a desenvolver a nossa Europa, podemos estar orgulhosos do trabalho feito: o continente europeu é aquele que se tem mostrado mais bem equipado e preparado para combater a crise sanitária. Quando o nosso olhar atravessa o Atlântico e vemos as consequências da pandemia

em países como os Estados Unidos ou o Brasil, salta à vista que as desigualdades sociais em todas as suas vertentes, aliadas a erros de apreciação, contribuem, e muito, para a degradação da vida dos seus cidadãos.

O aumento de pessoas infectadas que cresce em todo o mundo, dando início à temida segunda vaga, põe em evidência que o principal responsável pela evolução negativa da pandemia não é o comportamento dos idosos, mas sim de grupos etários mais jovens. Do comportamento responsável de todos depende a possível resolução deste grave problema.

Quanto ao futuro, nós, enquanto população de risco, continuaremos confinados, esperando que uma vacina apareça rapidamente. Só assim nos poderemos abraçar livremente e conviver com os nossos familiares, amigos e colegas. ■





Karl Doutlik

Präsident

Der letzte Bericht über die Ereignisse in unserer Sektion ist kaum neun Monate her und doch scheint er bei nochmaligem Durchlesen aus einer längst vergangenen Zeit zu stammen! Tja, aus heutiger Sicht wird in einer Welt nach Corona weder eine dritte Piste am Wiener Flughafen besondere Dringlichkeit haben, noch wird das Neujahrskonzert der Wiener Philharmoniker so bald in gewohnter Weise zu genießen sein. Nur zwei kleine Beispiele, aber symptomatisch für die weitreichenden Veränderungen, die unserer Wirtschaft und Gesellschaft ganz allgemein bevorstehen.

Österreich durfte sich anfänglich mit dem entschlossenen und frühen Handeln unserer Regierung, das dramatische Einschränkungen brachte – die später zum Teil als verfassungswidrig erkannt wurden, als Musterknabe im Rampenlicht sonnen. Nach der Freiheit in den Sommermonaten und dem Wissen um so manche überzogene Restriktion, fühlen sich leider nun allzu viele nicht mehr bemüßigt, vernünftig und rücksichtsvoll mit dieser Bedrohung umzugehen. Das führte zu massivem Ansteigen der Erkrankung in den letzten Wochen, sodass nur mehr in wenigen Bezirken die ominöse Ampel auf Grün steht. War unsere Regierung in der

ersten Welle sehr forsch im Verhängen von Reisewarnungen, die z.B. den Tourismus in Kroatien massiv getroffen haben, sind es nun dieselben Politiker, die unsere Nachbarn händeringend bitten, doch von generellen Reisebeschränkungen abzusehen. Es ist wohl leicht nachvollziehbar, wenn deren Wohlwollen ange-sichts der früheren Starrheit und auch sonstiger Eigensinnigkeiten (EU-Budget, Asylwesen, etc.) enden wollend ist. Und da wäre noch der Mega-Hotspot Ischgl aus den Anfängen dieser Misere, der wohl auch nicht so schnell vergessen werden wird.

“

Schloss und Park hatte Prinz Eugen 1725 als Jagdschloss errichten lassen, später war es im Besitz der Habsburger.

”



Unsere Mitglieder haben nach unseren Informationen Corona bisher unbeschadet überstanden. Unsere beiden Frühjahrsveranstaltungen konnten wir wie geplant durchführen. Die Führung durch den Stadtpark hat uns dieses Juwel der Wiener Gründerzeit eindrücklich nähergebracht.

Ein weiterer Höhepunkt war dann unser Besuch von Schloss Hof nahe Wien und dessen erst kürzlich originalgetreu wieder hergestelltem barocken Park. Schloss und Park hatte Prinz Eugen 1725 als Jagdschloss errichten lassen, später war es im Besitz der Habsburger. Nach Dornröschenschlaf und baulichem Verfall wurde es ab 1986 sorgfältig restauriert, Schloss und Park erstrahlen nun in neuem Glanz.

Unsere für Oktober geplante Reise nach Parma musste leider bereits frühzeitig abgesagt werden. Wir hoffen, die Reise im nächsten Jahr nachholen zu können. Auch unsere heurige Generalversammlung, die in Eisenstadt geplant war, mussten wir durch einen schlichten Jahresbericht und Umlaufbeschluss über unsere Finanzgebarung ersetzen. Auch hier hoffen wir auf bessere Voraussetzungen im nächsten Jahr. Allerdings mehren sich die Zeichen, dass auch bis dahin mangels ausreichender Durchimpfung noch keine wirkliche Entwarnung gegeben werden kann.

Wir stehen weiterhin allen in Österreich lebenden EU-Pensionisten für Fragen und in schwierigen Situationen mit Rat und Tat zur Verfügung! Hoffentlich bleiben alle weiterhin von Corona verschont und auch sonst gesund und zuversichtlich. ■



**Kaija
Vanonen**

After the somewhat calmer phase in the COVID-19 virus during the summer, the situation is currently deteriorating also in Finland. AIACE Finland has continued its activities within the given parameters and has aimed to provide services and events to its members also during these challenging times.

The Board has continued meeting on-line throughout the year. The Annual Meeting of AIACE Finland had to be postponed in the spring due to restrictions regarding gatherings. Based on the special act passed by the Finnish Parliament in April concerning Finnish companies and associations, our meeting was finally held in September in a hybrid format. Participation was possible both by attending the meeting in person, as well as via internet with remote access. Although this was the first time that our meeting in this construct was held, the experience was positive, and all items of the agenda were successfully discussed and approved. Everyone hopes that sooner rather than later we will be able to meet up with old colleagues in person. However, the experiment proved that modern technology allows the conduct of business without limiting anybody's rights to participate in the work and decision-making.

One of the major milestones of the Annual Meeting was the change of President of AIACE Finland. The founding member and the President of the section since its establishment, Mr Heikki Salmi, had decided to pass on the baton. Heikki's long and committed work for AIACE Finland is widely recognized and the section will forever remain grateful for Heikki's contribution to its existence and development. During his reign AIACE Finland has grown fast in membership, and, as demonstrated in the recent survey, is appreciated by its members both as a source of information, as well as a provider of interesting and versatile social programme.

The annual meeting elected Mr Tapani Piha as a new President. Tapani has already participated in the work of the Board, so smooth transition and continuation of the work can be expected.

Within the limitations regarding social distancing and other restrictive measures, the plans of AIACE Finland for the autumn include a guided tour to the Van Gogh exhibition in Helsinki, as well as a webinar in November on the latest EU topics with a well-known Finnish EU expert as the main speaker. Plans for the traditional Christmas Party in December are made, and hope is still alive that it would mark the first major gathering for our members this year. ■



Enseigner l'Europe en France

"Ancrer la DIMENSION EUROPEENNE" dans l'enseignement secondaire français tel est le titre et le sous-titre d'un remarquable document que vient de publier l'Institut Jacques Delors. Composé de 126 pages, réparties en quatre grands chapitres et sous chapitres, il approche de manière concrète un domaine sensible pour le Président fondateur de l'Institut Jacques Delors : Jacques Delors lui-même.

L'éducation a été tout au long de sa vie une priorité pour les jeunes et les moins jeunes.

Un des intérêts de ce document est de dépasser le contour français pour aller voir ce qui se pratique dans quelques autres Etats membres de l'Union européenne : en Pologne, en Allemagne, en Italie, en Suède.

Il est préfacé par Clément Beaune, Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes. L'auteur est Thierry Chopin, Professeur de science politique à l'Université de Lille et Conseiller auprès de l'Institut Jacques Delors, avec la collaboration de Guilaine Divet, Assistante de recherche Normalienne étudiante à l'ENS Ulm.

Plusieurs approches donnent le tempo de ce document et surtout l'envie d'en savoir plus :

L'Europe dans l'enseignement secondaire, L'Europe place marginale entre Nation et mondialisation, l'enseignement des langues vivantes en France et en Europe, faibles performances linguistiques en France, recommandations en vue de familiariser davantage les jeunes français aux enjeux européens...

Ce document à propos de l'éducation en Europe se veut être un des moyens actualisé pour favoriser ou compléter les

connaissances européennes en matière d'éducation et ainsi contribuer à l'information, à la sensibilisation, et à l'ancrage de la dimension européenne dans l'enseignement en France

Ce document analyse la prise en compte de cette dimension européenne dans plusieurs disciplines clés : l'histoire, l'éducation civique, les langues étrangères, en comparaison avec les programmes scolaires d'autres pays de l'Union européenne afin de formuler des recommandations opérationnelles en faveur d'une réelle éducation à l'Europe : son fonctionnement, ses priorités, son rayonnement, ses difficultés, ses rapports aux citoyennes et citoyens que nous sommes

Bonne lecture !!

N'hésitez pas à nous faire de vos observations.

Pour en savoir plus et se procurer le document: [https://institutdelors.eu/
wp-content/uploads/2020/10/R120_201008_
LEurope dans les programmes scolaires_
Chopin-1.pdf](https://institutdelors.eu/wp-content/uploads/2020/10/R120_201008_LEurope dans les programmes scolaires_Chopin-1.pdf)

Merci aussi de nous informer de sa large diffusion par chacune et chacun d'entre vous et auprès de quel public pour l'essentiel.



Jean-Pierre Bobichon

Conseiller auprès de l'Institut Jacques Delors



Practical Guide for “Survivors”



**Melanie
Leivers**

The National Committee of AIACE-UK has produced a fully revised and updated “Practical Guide in the Event of the Death of an EU Pensioner”, sometimes referred to as the “Survivors’ Guide”.

The document was originally created in order to give practical support and information to the successors of a deceased pensioner of an EU institution, agency or other body following the pensioner’s death. As such, it is addressed to bereaved partners and/or dependent children (referred to in the relevant texts as “survivors”) about their future pension entitlements, health insurance rights and other benefits, as well as the procedures for claiming them. Because those successors are often unfamiliar with the relevant rules and procedures, which are inevitably complex, we have tried to draft it in accessible language and avoid technicalities.

Whereas in many occupational and public pension schemes, the relationship between the pension fund or the former employer ceases completely upon the death of the pensioner, the EU scheme is generous to and supportive of its pensioners’ successors. The pension scheme was designed to take account of the, often disruptive, effect on family life and employment resulting from expatriation, relocation, and the possibility of subsequent postings to

different countries both within the EU and beyond.

This is reflected not just in immediate help in the form of a grant towards funeral expenses, and immediate entitlement to the full JSIS health cover for a surviving spouse but in the continued payment of the deceased’s full pension for three months after the death and—most significantly—in the payment of a “survivor’s pension” thereafter.

While all of this provides re-assurance to the pensioner that his or her successors will be supported financially, it does mean that they will have to grapple, possibly for the first time, with an unfamiliar and inevitably complex administrative system. That problem may also arise if, for example, the pensioner, become disabled by a stroke or other illness which makes it difficult or impossible for him or her to make medical claims, for example, for themselves. It should be emphasised that the pensions and JSIS administrations are not at all difficult to deal with but are invariably supportive and helpful where possible. The staff concerned are, after all, our former colleagues and, themselves, future pensioners.

For those reasons we urge pensioners, first to share the task of making re-imbursement claims with their spouse, or where



necessary, another family member, preferably someone who is comfortable using e-mail and the Internet. Second, bring this guide to their attention and keep a copy somewhere it can be easily found when the time comes. This might include asking the administrator of a care home to place a copy of it on your file, or giving a copy to your lawyer or to anybody who is empowered to act on your behalf.

Finally, if pensioners or their successors need any help to understand the administrative rules or to make contact with the administration, remember that at AIACE we have "Ambassadors" both to the Paymaster's Office (PMO) who can

assist with pensions issues and to the Joint Sickness Insurance Scheme (JSIS, sometimes referred to by its French acronym, RCAM) for health insurance matters. They have long experience in their respective fields and are glad to help with specific problems.

The Guide will shortly be distributed to all EU pensioners resident in the UK, not only to AIACE members. We would remind readers that our support services are available to all pensioners and not only to our members. Other readers of this article may refer to the Guide on the AIACE-UK website. ■

“keep a copy somewhere it can be easily found”



UK pensioners supporting the cause



**Alan
Huyton**

Secretary of
AIACE-UK
branch

In the last issue, we reported on our discussions in the National Committee on the likely difficulties UK-based pensioners faced from Brexit and Covid-19. I confidently repeated our belief that the UK government would never unilaterally repeal the EU Withdrawal Act, which set the terms for a respectable UK-EU divorce. Just a few days after that text went to the printers, we had the surreal spectacle of all five living former prime ministers denouncing the Johnson government for a bill that opened the way to renounce parts of the Withdrawal Act. The bill passed...

The unthinkable these days never seems far away and manifests itself with remarkable frequency. Probably we should have guessed but that's the problem with the unthinkable. It is always unexpected.

A disconsolate National Committee met again in September and decided to ask the President of AIACE International to send a supportive letter to the Commission. The underlying message being, not all Brits are like the Brexiteers and Boris Johnson. And, despite our postal addresses, we are firmly behind the EU.

This has been the message to our membership with the suggestion that colleagues

find ways to promote the EU. For example, write to the press and to Members of Parliament, join the European Movement, etc. This is unlikely to change the national debate, but it is a demonstration of loyalty to our colleagues in the Institutions, to AIACE and to the European project more generally. And in doing so, we can vent a few frustrations, which is always welcome!

It was a great pleasure at our meeting to be joined by the EEAS ambassador to the UK, João Vale de Almeida. João, who many of us recall as the tough but charming Head of the Barroso Cabinet and an accomplished diplomat. We had a friendly and encouraging exchange and were delighted to sign up to his team of informal ambassadors for the EU. We look forward to hearing João speak to our next general meeting of all the membership (by Zoom...). More on this next time.

AIACE-UK is grateful for the solidarity shown by other sections as well as by the general membership in approving our continuing membership of AIACE-International. In turn we are resolved to remain active within the organisation and to contribute positively to its work, while maintaining our core task of supporting EU pensioners in the UK. ■



Christmas is coming ...

... but sadly, without the usual festivities and get-togethers! After a summer which allowed us all to almost forget about the Corona virus, it is now back with a vengeance, putting a brake on all our family reunion plans and arrangements in our AIACE section.

AIACE-Denmark just managed to squeeze in our AGM in early September, only days before restrictions were tightened again. Participation was remarkably high, as were the spirits. The meeting ended with a communal lunch, and nobody fell ill afterwards, thankfully!

The ongoing Corona restrictions have meant that we are still not allowed to use the premises of the EU Information Office for our Board meetings, so the Danish section has now thrown itself into Zoom meetings. It works well, but we miss the old atmosphere and the chit-chat we usually have over lunch after our meetings. But until there is a vaccine, and it will be safe again for us all to meet in person, that is how it will have to be.

We have still carried out our work, though. The intricacies of the EU Login have been explained over the phone, refused

reimbursements have been sorted out, and our Homepage and other Help documentation has been brought up to date. Perhaps over the coming months we will also be able to see more of our loved ones, if for now, we remember to stand together – at a distance!

Denmark has approached the Corona problem in a different way to many other countries: The authorities believe that your private home is sacrosanct, so any prohibitions involving your private home would in fact be unenforceable. As a consequence, compulsory Corona restrictions have applied to public spaces only. Obviously, the authorities strongly recommend that you apply the same rules in your own home and see no more than the recommended maximum of people (currently 10), but they rely on your ‘feeling of civic duty’ (and the frowns of your friends and family!) to make you follow them. Even self isolating, if you have tested positive, is a ‘strong recommendation’ only, but at least 93% appear to be following official recommendations, with the remaining 7% ‘finding it difficult’ .. This approach may not work everywhere, but so far Denmark has managed to avoid the worst. We are all looking forward to being able to hug our nearest and dearest again without fear! ■



**Eva
Dudzinska**

President of
AIACE-Danmark
aiace-webmaster@
aiace.dk



La vie de l'AIACE Belgique pendant la pandémie du SARS-COV 2



**Erik
Halskov**

Président

Le 13 mars 2020, la Belgique entrait comme d'autres E.M. de l'UE dans une période de confinement qui allait se poursuivre jusqu'en mai. Le 12 mars 2020, le nouveau Conseil d'Administration issu des élections a eu sa première réunion constitutive et sans doute sa dernière réunion physique de l'année.

Les membres du Conseil d'administration, le secrétariat, les bénévoles et les membres n'ont plus eu accès au bureau de la rue de Genève à Evere, tandis que l'accès à la boîte mail fonctionnelle et à la ligne téléphonique a été interrompu.

Malgré cela, l'AIACE Belgique n'a jamais interrompu son activité, notamment en assurant les communications au jour le jour grâce à la création d'une boîte mail

dédiée à l'AIACE Be, à l'utilisation de nos adresses mail et de nos lignes téléphoniques personnelles.

Depuis le début de la crise, onze infos membres AIACE Be coordonnées par Raffaella Longoni, le plus souvent en liaison avec le site Web ont été envoyées à nos adhérents possédant une adresse mail.

Concernant les dispositions administratives dans le cadre de la COVID-19, les infos membres ont repris et explicité entre autres les informations et directives provenant de la DG HR de la Commission européenne et du PMO.

Concernant les activités habituelles de la section, les infos membres ont donné le maximum d'informations sur l'annulation ou le report d'activités culturelles, notamment des voyages, des conférences

et des évènements sociaux et conviviaux, ainsi que des informations à l'attention de nos membres les plus fragiles. Avec l'aide de l'OIB, une Info membres a pu être envoyée en version papier par la poste.

Avec Felix Géradon et Pierre Blanchard, j'ai pris en charge en étroite coopération avec l'OIB la conception, la rédaction, la finalisation et la publication de la brochure "La Méthode sinon rien" en honneur de Ludwig Schubert qui nous a quittés fin 2018. Par la suite, cette brochure en trois langues a été envoyée en tant qu'édition spéciale de VOX à l'ensemble des anciens de l'UE.

Après plusieurs dizaines d'années de bons et loyaux services du rédacteur en chef de l'ÉCRIN Jean Bernard Quicheron, à partir du Nr 91 (juillet à septembre 2020), le magazine de l'AIACE Belgique a été confié à Monique Théâtre en tant que rédactrice en chef. En collaboration avec l'OIB, elle a mené une rénovation complète de l'ÉCRIN dans un format original, une nouvelle présentation plus aérée et de nouvelles couleurs attrayantes. Le comité de rédaction est resté en place et de nombreux nouveaux rédacteurs ont proposé leurs articles, tandis que désormais l'OIB assure la mise en page, l'impression et la distribution de l'ÉCRIN. Le NR 92 devrait prochainement sortir si la situation sanitaire particulièrement grave en Belgique et notamment dans la région bruxelloise, le permet.

Philippe Loir, qui vient de fêter ses 90 ans, a assuré contre vents et marées la communication avec nos bénévoles sociaux et a assuré la coordination de l'une des activités essentielles de l'AIACE Belgique : écouter, suivre et soutenir les membres les plus fragiles de notre communauté.

Les "ambassadeurs" PMO, les "help desk" informatique, le secrétariat et quelques bénévoles ont poursuivi leurs tâches en répondant le mieux possible aux nombreuses demandes des membres de l'AIACE Belgique.

La maintenance du site Web est assurée pour l'essentiel, sachant qu'il faudra procéder à une mise à jour approfondie, voire à ajouter de nouvelles fonctions, dès que MyIntracomm et l'ensemble de la plateforme d'accès à Sysper pension et au RCAM en ligne du PMO seront modernisés et finalisés.

Les experts de l'AIACE Belgique en matière de rémunérations/Méthode, régime de pensions UE, et RCAM suivent avec attention et compétence l'évolution des retombées de la pandémie coronavirus en Europe.

Ainsi depuis plus de huit mois, la section Belgique fonctionne par consultation en ligne, faute de réunion mensuelle de son conseil d'administration. Étant donné que l'évolution anxiogène de la situation sanitaire en Belgique imposera sans doute des restrictions de plus en plus longues et lourdes, notamment en matière de déplacements, de réunions et d'accès aux bureaux, l'AIACE Belgique prévoit de reprendre régulièrement les réunions de son Conseil d'administration au moyen de l'un des systèmes numériques grand public disponibles.

Dans l'ÉCRIN n° 92, le titre du mot du Président de la section Belgique est " En attendant... le vaccin " faisant ainsi référence à la célèbre pièce de théâtre de Samuel Beckett " En attendant Godot ". Vous le trouverez comme d'habitude sur le site de l'AIACE Belgique avec les numéros précédents. ■

*“
la section
Belgique
fonctionne par
consultation
en ligne, faute
de réunion
mensuelle*

”



The Swedish Covid-19 strategy



**Marianne
Wofbrandt**

Sweden's Covid-19 strategy has received considerable international attention. While many other nations have introduced formal lock-downs of major parts of their economies, the key element of the Swedish strategy is frequent and repeated recommendations, thereby encouraging the general public to assume a responsible behaviour.

The World Health Organization declared Covid-19 as a pandemic on March 11 this year. Following this, the Public Health Agency of Sweden (PHAS) – supported by both the Government and other major political parties - started to communicate its strategy to the public¹. During the following three months, press conferences were broadcasted on a daily basis, reporting on the latest data regarding the spread of the virus while repeating a set of recommendations to the public; stay at home if sick, practice physical distancing in public spaces and wash your hands frequently. Work from home, if possible. If you are 70 plus, stay at home and do not receive any visitors. These messages were further reinforced through newspapers and posters, placed in public spaces. The explicit aim

was to slow down the number of Covid-19 cases – thereby ensuring that available hospital capacity would be sufficient.

A number of formal restrictions were also put in place; high schools and universities were closed and only allowed to provide distance teaching. Nursing homes were closed for visitors. Cafés, bars and restaurants were obliged to respect physical distancing rules. Finally, it was prohibited to organize activities where more than 500 people gathered – this limit was soon lowered to 50 people, resulting in the cancellation of most cultural and sport events.

A “herd immunity” strategy...

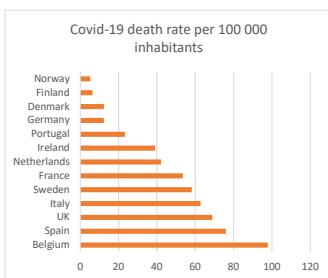
Some international critics saw the lack of formal lock-down measures as an evidence of a lax approach, similar to applying a “herd immunity” strategy, i.e. allowing an almost free transmission of the virus in the population until immunity had been attained to such an extent that the pandemic would stop by itself. Photos of crowded café terraces often accompanied these articles.

¹ See also Lars Jonung’s contribution to this issue of Vox.

However, not only has the PHAS repeatedly denied that herd immunity was part of Sweden's strategy, the critics also seem to assume that the recommendations would not be respected. Actually, most Swedes were willing to obey them and stayed at home. Many employers also went along and encouraged work from home. Suddenly the use of virtual meetings, e-commerce, home-delivery and similar non-physical ways to operate became very popular. Statistics on the use of GSM, geographically distributed, confirm that a considerable proportion of Swedes stayed at home during the height of the pandemic. Suddenly the city centres looked almost deserted. Even the other recommendations were widely respected; e.g. most people stopped shaking hands when meeting somebody and disinfectants were in high demand.

...or an efficient Corona prevention strategy?

So did the Covid strategy produce the expected result? The PHAS has identified one major failure; the high rate of Covid-19 cases among the elderly. Despite the recommendations/requirements that elderly, aged 70 plus, should quarantine, which they did, the Corona virus spread quite extensively to and within this group², especially to nursing home residents and to receivers of special care at home. Work is in progress to identify what went wrong.



Moreover, data from Johns Hopkins' University – see chart above - indicate that the Covid-19 death rate, as of October 29, has been higher in Sweden than in many other Western European countries, in particular compared to Sweden's closest neighbours. So the Swedish approach has not been a clear cut success story.

Shaping public behaviour and keeping schools open

Why has the Swedish Covid-19 strategy received so much international attention? One likely reason is that the approach was different. This made it controversial, at least to begin with. However, it is also seen as an alternative to combat the Corona virus, as most countries are not prepared to implement a formal lock-down strategy for long. Changing public behaviour - by applying a consistent communication strategy as well as targeted restrictions - has been identified as one of the few ways forward to combat the virus while minimizing the negative effects on society at large.

Moreover, as many countries are facing the serious dilemma of whether to open schools or continue keeping children at home, the Swedish approach is viewed as an interesting case-study. In Sweden, pre-school and elementary school – rightly or wrongly – continued to be open during the height of the pandemic, thus allowing parents to continue working, including those employed as hospital staff.

At present – a resurge of Covid-19

After a marked decline of cases during the summer, the number of Covid-19 cases have again started to rise. This time cases are particularly rising among younger adults, albeit with considerable local variations. The opening of high schools and universities as well as “quarantine fatigue” have probably contributed to this result.

The strategy to combat the virus has also been somewhat modified. While the recommendations to the general public largely remain, testing and tracing facilities offer new possibilities to identify and stop local outbreaks. Introducing restrictions at the local level will also be helpful. The fight against the Corona virus seems far from over. It is thus too early to draw any definite conclusions on the longer term costs and benefits of the Swedish Covid-19 strategy. ■

2 Socialstyrelsens faktablad: Dödligheten bland äldre med särskilt boende eller hemtjänst. 2020-10-16.



Sweden's constitution determines its Covid-19 policy



**Lars
Jonung**

The Swedish policy response to Covid-19 is exceptional by international comparison. This approach is decided by three articles in the Swedish constitution. The first guarantees the freedom of movement for Swedish citizens, ruling out nationwide lockdowns. The second establishes unique independence for public agencies, allowing them to design the policy response to the pandemic. The third grants exceptional powers to local government.

Covid-19 has triggered drastic policy measures in many European countries, including lockdowns and severe restrictions on the freedom of movement of people. Sweden is one clear exception to this pattern: no nationwide mandatory lockdown has been enforced. Swedes are able to move freely within their country as well as across the Swedish border.

True, there are restrictions concerning the maximum size of public gatherings. Restaurants that do not adhere to social distancing rules can be forced to shut down. High schools and universities have been closed while day-care facilities and elementary schools have remained open. Still, the public authorities rely essentially on recommendations and information concerning hand-washing, social distancing, self-isolation, travelling and

working from home rather than on any legally binding measures.¹

The Swedish approach of keeping an open society during the pandemic has drawn immense international interest. Why is the policy response in Sweden so different? Many explanations for its exceptionalism have been presented. As a rule, the main reason for the Swedish policy response has not been brought out. It is dictated by the legislative framework, more precisely by the rules of the constitution concerning the freedom of personal movement and concerning the independence of public authorities and of local authorities.²

A lively debate about the pros and cons of the Swedish approach has evolved in terms of public health outcomes. However, these consequences are not dealt with here. Instead, my focus is solely on the determinants of the Swedish policy response to Covid-19.

The economic consequences of the present pandemic are enormous.³ These are determined to a large extent by the measures taken by government authorities, which in turn depend on the incentives and restrictions facing policymakers. Thus, the institutional framework for the policymaking process is the key to understanding the whole Covid-19 story for Sweden.

1 See here Marianne Wolfbrandt's contribution.

2 This column is based on Jonung (2020).

3 A pre-coronavirus study of the macroeconomic consequences of a pandemic in Europe by Jonung and Röger (2006) describes how economic growth might be impacted. This study, based on the experience of earlier pandemics, assumed a pandemic in Europe without lockdowns. However, the present policies of lockdowns across Europe have severely deepened the economic effects of the Covid-19 pandemic.

The role of the constitution

Three paragraphs in the Swedish constitution dictate the character of the policy response. The first concerns personal freedom of movement, the second grants independence to public agencies, and the third gives extensive powers to local government in designing policy measures regarding public health issues, in this way limiting the role of the central government.

The main factor behind Swedish exceptionalism during the present pandemic is that the Swedish constitution prohibits the use of lockdowns as seen from Chapter 2, Article 8 in the Swedish constitution (*Regeringsformen*).

Everyone shall be protected in their relations with the public institutions against deprivations of personal liberty. All Swedish citizens shall also in other respects be guaranteed freedom of movement within the Realm and freedom to depart the Realm.

The above paragraph is not absolute. There are exceptions for example for prisoners and conscripts for military service. Local restrictions on the movement of people can be adopted for health reasons. However, there is no exception for a contingency like a pandemic. Thus, these rules cannot be adopted for a full nationwide lockdown similar to those put in place in other EU countries.

Public agencies are independent from the government in their daily business according to the constitution. Public agencies are given a status to some extent similar to the independence of the courts and of the Riksbank, the Swedish central bank.

The Public Health Agency of Sweden (*Folkhälsomyndigheten*) is such a public authority, now in charge of framing and designing the policy response to the pandemic. It is run by experts in epidemiology, not by political appointees.

To sum up, the constitution insulates the public authorities from direct political meddling to a much greater degree than in any other democracy, allowing experts to design the policy response. Although the government is not formally bound to follow the recommendations of public agencies, by tradition this is the case.

In addition, the Swedish constitution gives a strong role to local self-government. This tradition goes back to the late Middle Ages. Self-government through the municipalities at the local level and the regions at the regional level actually covers the major share of the large Swedish public sector, including the healthcare sector and the care of the elderly. Thus, the power of the central government in these health-related areas is limited by the independence of the local authorities. This decentralised

structure of 290 municipalities and 21 regions contributes to the exceptional Swedish response to the pandemic.

The role of trust

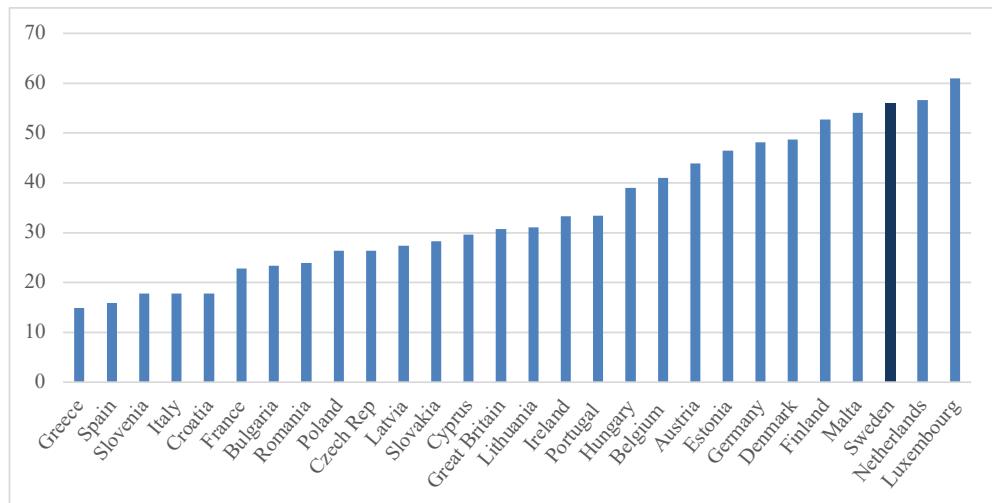
As the Swedish constitution prohibits the use of lockdowns and state of emergency as policy tools, the government has to rely primarily on information and recommendations to influence the behaviour of the public. The impact of this type of policy tools is closely related to the degree of trust in society.

The Swedish public holds a strong trust in public institutions, in government effectiveness and honesty, in the accountability of elected politicians, in the democratic process and in the rule of law, as seen from the Eurobarometer surveys covering all EU member states. Here the Swedish respondents display a high trust in their national government, while citizens in many EU member states hold considerably lower trust in their governments (as demonstrated in Figure 1).

Figure 1. (See Page 56) Average trust in the national government across the EU from November 2013 to May 2019 (percentage of respondents who tend to trust the national government).

Source: Standard Eurobarometer 80-91.

Figure 1



Will the Swedish approach be successful?

There are in principle two ways to influence the behaviour of the public by policy measures: either by instruments based on coercion, or by tools aimed at voluntary changes in behaviour. The present pandemic serves as an illustration of these two approaches. In the first case, compulsory lockdowns are used as a prime instrument in many countries. In the second case, advice, persuasion and recommendations by the authorities represent the policy instruments adopted.

Which choice of policy will work best during a pandemic? We do not know at this stage. The full answer will be available in the coming years. Now Sweden is serving as an exciting experiment – or the rest of the world is the experiment as seen from a Swedish perspective. So far, the approach taken has a strong backing from the public.

Conclusions

The Swedish strategy in dealing with Covid-19 – commonly described as liberal, lax, less stringent or permissive – stands out as an exception in an international context. It is essentially based on advice and recommendations concerning individual behaviour, not on binding compulsory measures such as lockdowns. The main reason for this exceptionalism is the design of the Swedish constitution, reflecting a trajectory going far back in Swedish history. The constitution mirrors the norms held by the public concerning freedom and the power of central government as well. Commonly, the international attention given to Sweden does not pay attention to these roots. Most Swedes are not aware of them either. They listen to the advice and recommendations of the Public Health Agency and other government authorities and adjust according to their free choice. ■

References

Jonung, Lars (2020), "Sweden's Constitution Decides Its Exceptional Covid-19 Policy", <https://voxeu.org/article/sweden-s-constitution-decides-its-exceptional-covid-19-policy>

Jonung, Lars and Werner Röger, (2006), "The Macroeconomic Effects of a Pandemic in Europe. A Model-Based Assessment", European Economy Economic papers No. 251, June, European Commission. https://ec.europa.eu/economy_finance/publications/pages/publication708_en.pdf

Presentation of the author: Lars Jonung served as research advisor at DG ECFIN 2000-2010. In 2006 he prepared together with Werner Röger, also at DG ECFIN, a study of the effects on the economy of Europe of a pandemic. Lars Jonung, living in Lund, Sweden, is now senior professor in economics at Lund University.



Juan
Antonio
Campos

Secrétaire général
AIACE-Espagne

Prestations Médicales

Le système de prestations médicales en Espagne n'est pas fondé sur les mutuelles, tel que c'est le cas dans d'autres Etats Membres.

En effet, dans notre pays deux systèmes coexistent: les organismes de santé publique, dans lesquels en principe les fonctionnaires retraités ne sont pas inclus, et la médecine privée avec des plafonds très au-delà de ceux fixés par notre Caisse Maladie pour l'Espagne.

Confrontés à cette problématique, la section espagnole travaille depuis des années, et a réussi à signer des accords avec des hôpitaux privés basés sur deux principes: des barèmes alignés avec ceux de la plupart des Etats membres et l'acceptation des prises en charge. Également nous avons souscrit des conventions avec des médecins internistes, des dentistes et une clinique gynécologique. Élément commun a été toujours l'inclusion des retraités membres et non-membres de l'AIACE et son extension aux fonctionnaires actifs de toutes les institutions européennes.

Un problème ponctuel vient de surgir: la vaccination de la grippe. Le Ministère de la Santé contrôle la totalité des doses. Impossible de les obtenir, comme dans la passé, dans les pharmacies et dans les

hôpitaux privés. Il semblerait que c'est le cas aussi pour l'Italie.

La section espagnole a entamé deux actions: d'une part informer notre Caisse Maladie et lui demander de nous aider à trouver une solution et, d'autre part contacter les signataires de nos accords avec la même intention.

NOTA IMPORTANTE

Vacunación Covid19 en España

Dado que, previsiblemente, la futura vacuna COVID19 será distribuida y administrada por las administraciones públicas, es de la mayor importancia que los jubilados, sean o no miembros de AIACE, y los funcionarios en activo que residan oficialmente en Madrid, Valencia, Cataluña, Andalucía, Galicia y País Vasco soliciten, si lo desean, la tarjeta sanitaria que se deriva de los convenios firmados por la Comisión y Agencias Comunitarias con las sanidades públicas autonómicas de los territorios mencionados.

Esta recomendación es apoyada por nuestra Caisse Maladie.



Addio Ambrogio o meglio, forse, arrivederci. ...

**Franco
Rinaudo**

Presidente
AIACE-Italia

Ambrogio Colombo, presidente della delegazione di Ispra e membro del Consiglio di Amministrazione di AIACE Internazionale, ci ha lasciato ai primi di ottobre.

Grande amante dei viaggi, Ambrogio è stato il principale animatore delle gite e delle escursioni organizzate da AIACE Italia. Suoi erano i numerosi contributi al nostro giornalino sui reports dei viaggi fatti e delle belle fotografie scattate durante i vari soggiorni, in terre vicine e lontane. Aveva visitato oltre 100 paesi, ma per qualche scherzo del destino non è mai riuscito a visitare San Marino, nonostante i diversi tentativi di organizzarvi una gita...

Ambrogio era appena rientrato da un viaggio in Portogallo, dal quale ci aveva trasmesso belle immagini... Ci mancherai, Ambrogio. Permettimi di dedicarti questi brevi versi tratti da una bella canzone di Fabrizio De André:

”...mi sono visto che ridevo, mi sono visto di spalle che partivo, ti saluto dai paesi di domani....e che grande questo tempo, che solitudine, che bella compagnia....”

La vita nella nostra sezione stava riprendendosi, dopo il lungo periodo di chiusura. Ai primi di settembre, con il supporto del CCR Ispra, siamo stati capaci di riaprire le attività del nostro gruppo di supporto, pur con le dovute precauzioni. Gli associati della zona ritornavano, per essere aiutati in tutte le pratiche relative alle pensioni, cassa malattia, assicurazioni e si respirava un clima di rinnovata normalità. Normalità che è durata il breve spazio di due mesi... poi si è ripresentata la seconda ondata, temuta, rinnegata da qualche esperto durante l'estate, riportando con sé tutte le ansie assopite e ricreando quel clima di isolamento che così poco si confà alle abitudini dell'uomo, animale sociale per eccellenza.

Gli uffici di Roma sono chiusi purtroppo sin dall'inizio della pandemia e non è stato possibile garantire l'accesso dei pensionati (degli over 60 in genere) agli uffici nei locali di via IV Novembre 149.

Abbiamo cercato di sopperire all'impossibilità di dare un supporto tangibile attraverso un uso accresciuto della comunicazione per posta elettronica, attraverso il sito web, attraverso il nostro FORUM



che diventa un luogo di scambio di esperienze individuali e fonte di conoscenza delle problematiche comuni che affliggono la vita degli associati. Attraverso questo sistema (accessibile solamente agli iscritti e protetto da un accesso sicuro) e attraverso i contatti telefonici siamo venuti a conoscenza di un certo numero di problemi inerenti alla cassa malattia (prese in carico, riconoscimento malattia grave...), problemi che sono stati discussi attraverso un sistema di videoconferenza messo in piedi dall'AIACE Italia con gli uffici del PMO di Ispra e positivamente risolti.

Sempre di questo periodo è venuto in evidenza un ulteriore problema, quello dell'impossibilità di procurarsi un vaccino antinfluenzale per gli affiliati al regime RCAM/JESIS. I vaccini sono apparentemente disponibili solo dietro presentazione di una tessera di appartenenza al sistema sanitario nazionale. Ne abbiamo informato le nostre autorità ed al momento in cui scriviamo questa nota abbiamo ricevuto la notizia che il nostro PMO è riuscito, attraverso la collaborazione di alcuni istituti di cura nelle provincie di Varese e di Milano, ad assicurare

la disponibilità del vaccino ai nostri assistiti. Un grande ringraziamento va fatto al PMO6 di Ispra per la sua intraprendenza e lodevole iniziativa, insieme alla DG Risorse Umane e al PMO Bruxelles per il supporto fornito al personale delle Istituzioni in pensione.

Un ringraziamento particolare va fatto a tutto il personale di supporto AIACE Italia, di Roma e di Ispra, che si è prodigato durante tutto questo periodo a fornire un servizio di eccellenza. Grazie Meg, grazie Anna, grazie Claudio, grazie Silverio, grazie Francis, grazie Valerio, grazie Francesca, grazie Graziella, grazie Rosa, grazie Mirko.... Grazie Gianfranco!

Un arrivederci a presto a Carla.



En mémoire de José Luis Iglesias Buhigues

Tu étais un maître pour nous tous dont la modestie naturelle trahissait un CV impressionnant. Professeur de Droit international aux universités Complutense de Madrid, Granada, Alicante, et Valencia. Directeur de programmes à l'université Menendez y Pelayo. Conseiller Juridique Principal dans la Service juridique de la Commission européenne. Agent de la Commission devant les juridictions européennes. Représentant de l'Espagne dans le groupe conjoint CEE-AELE

“Exequatur”, dans la Délégation de l'UE auprès de la Conférence diplomatique chargée de l'élaboration de la convention de Lugano. Directeur du projet européen de recherche “Application of Foreign Law by judicial and non-judicial authorities in Europe”. Diplômé de l'Institut des Hautes Études Internationales (Paris), de la Faculté internationale de droit comparé (Strasbourg), de l'Académie de droit international de La Haye. Auteur de nombreux articles et livres académiques. Conseiller juridique dans plusieurs projets importants de la Commission européenne visant la création d'un espace européen de liberté, de sécurité et de justice...

Nous avons quelque chose de grand et sincère dans la tête, dans la mémoire, dans le cœur. Quelque chose de pur, de magnifique: c'est notre amitié, qui durera pour l'éternité, même si tu n'es plus de ce monde, tu resteras à jamais, notre meilleur ami. On a partagé tant de joies, tant de peines, on s'est soutenu dans tant d'épreuves, on s'est tout dit ou presque... Il nous faudra certainement très longtemps avant de réaliser que tu es parti, que nous ne referons plus jamais notre Espagne démocratique et européenne, que n'aurons plus nos discussions interminables, nos petites chamailleries, que nous ne partagerons plus nos déjeuners hebdomadaires des vendredis.

Ta disparition nous rappelle comme une évidence que nous sommes finalement bien peu de choses et qu'il faut profiter de chaque seconde, de chaque minute ici bas... Nous avons été très heureux que tu nous en accordées quelques-unes... Toi, qui savais faire beaucoup avec si peu, toi qui savais cultiver l'amour et l'amitié... tu rendais ces moments rares... Comment les oublier ? Comment oublier l'ami fidèle et généreux, le collègue apprécié, le père attentionné, l'homme de famille aimant que tu as toujours été ? Impossible. Ta mémoire sera toujours gravée dans nos coeurs.

Repose en paix, cher ami. Adieu... et merci pour tout. Nous ne t'oublierons jamais.

Ricardo Gosalbo Bono





Die deutsche Sektion bietet dank des Engagements freiwilliger Mitglieder regelmäßige regionale Treffen (Stammtische) an. Der älteste dieser Stammtische findet in München statt und wird von unserem Mitglied Dipl.-Ing. Willi Riebold organisiert.

Hendrik
Fehr

Präsident der
AIACE-DE e.V.

In den vergangenen Jahren konnten wir solche Stammtische, die sich alle große Beliebtheit erfreuen, auch in Berlin, Karlsruhe, Köln und Hannover/Hamburg gründen.



Si en tant que membre de l'AIACE vous souhaitez obtenir des informations générales directement de l'AIACE internationale par voie électronique, il vous suffit de communiquer votre adresse de courriel (aiace-general@ec.europa.eu) et vous serez inscrit(e) sur la liste de distribution.

If you are a member of AIACE and you wish to obtain general information directly from AIACE International, you can send your email address to the Secretariat (aiace-general@ec.europa.eu) to be included in the mailing list.

The Age Of Surveillance Capitalism

The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power

Shoshanna Zuboff, Hachette USA 2018

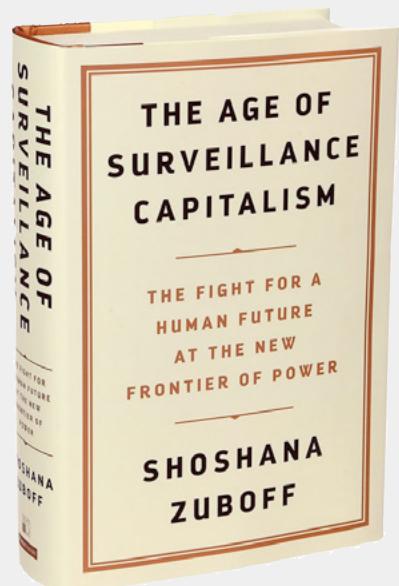
Maruja
Gutiérrez

As somebody whose wonder and joy by the thought of what Internet could bring to us was for years unmitigated, and proven by my own experience of sudden access to human creativity at its best: books, films, music, photographs – as well as of the power and richness of a time and distance free access to people (family, friends, colleagues, interest groups, you name it) the slow but seemingly unstoppable evolution to a very different kind of internet wonder is sad and worrying.

A main cause for distress is that personal data has become a commodity, a very valuable one, whose handling is capable of influencing politics, social structures and markets in an unprecedented scale. It is not 1984, it is not Big Brother. It is more subtle, and all the more powerful. We need to act to keep the doubtless power and positive impact on society of digital technologies while reigning and if necessary stopping, the evil ones. Effective action requires good thinking. For this, we need knowing and naming. And this is what The Age of Surveillance Capitalism does.

This book, hailed around the world as a masterwork of original thinking and research, is a deep and well-reasoned

examination of the threat of unprecedented power free from democratic oversight. As it explores this new capitalism's impact on society, politics, business, and technology, it exposes the struggles that will decide both the next chapter of capitalism and the meaning of information civilization. Most critically, it shows how we can protect ourselves and our communities and ensure we are the masters of the digital rather than its slaves. The stakes couldn't be higher.



UNSPOKEN

by Anne Harris-Hennon

The Irish writer Frank McCourt once said that 'Everyone has a story to tell. All you have to do is write it. But it's not that easy.'

Anne Harris-Hennon has magisterially surmounted the difficulties, by recounting her characters' journey through love, loss and redemption with verve and the giddy sense of an emotional rollercoaster, all placed under the author's firm control. Her novel 'Unspoken' is beautifully written, and carries the reader headlong through the different phases in the lives of the main characters Sinead and Jack, engaging our interest and sympathy throughout.

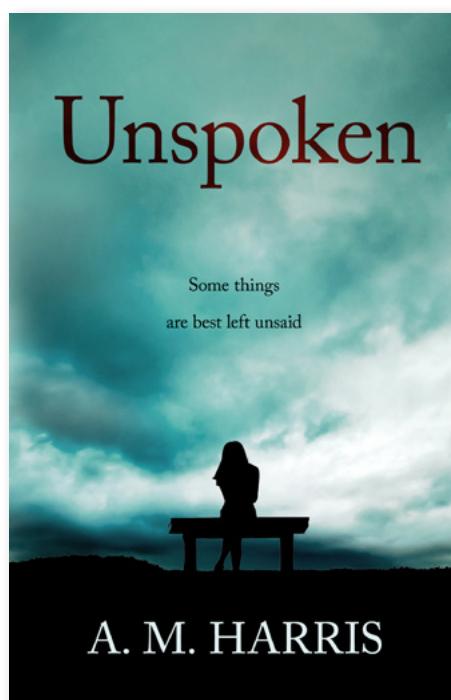
Sinead's story stands on its own considerable merits, with subtle shifts in time and place, often deeply moving and with a denouement to die for. But in a way it is also Ireland's story over the same fifty-year period, leading up to those tearful and joyous scenes in Dublin Castle on May 26th 2018, with the announcement of the result of the referendum on abortion. The then Minister for Health, Simon Harris (I presume no relation) said it was a historic day for the country and the women of Ireland.

Or as the journalist and commentator Fintan O'Toole put it that same day, 'Catholic Ireland is now a religious rust belt of rusty churches. The authoritarian version of Catholicism is over. In other forms it is alive and well.'

I urge you to read 'Unspoken', and let it gently captivate you with its moments of profound sensitivity. We see at the close that, whatever the pain, mishaps and misunderstandings that are part of life and human relationships, Sinead has bravely and consistently stood up for herself and her innermost convictions, and made it all come right in the end. This book may bring tears to your eyes, but it also sends out a heart-warming message of hope and consolation for our strange and troubled times.



David
Harley



Avid thriller-reader Tony Robinson retired as head of press and communications for the European Parliament's S&D Group on 31 December 2011.



**Tony
Robinson**

Sidetracked

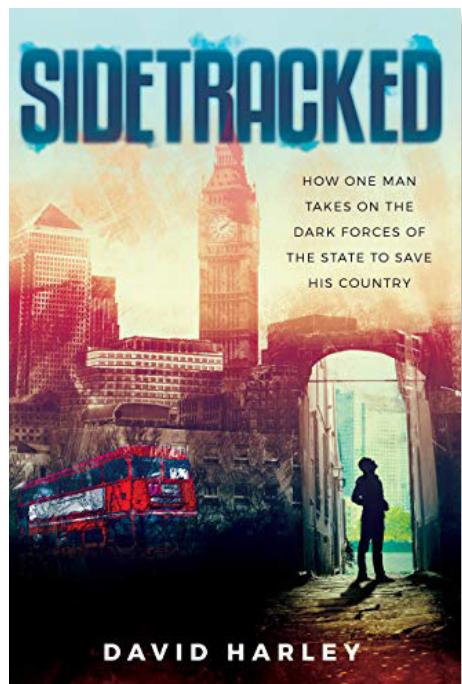
by David Harley

Independently published. ISBN-13 : 978-1076642493

Former European Parliament deputy secretary general David Harley has used retirement to launch a new career as a thriller-writer – and what a bang he begins with. “Sidetracked” is a cracker of a political thriller that knows how to get a reader’s heart racing.

David Harley sets his debut novel in a post-Brexit England ruled by James Crouch’s English Nationalists. Hero Matt Barker creates a hugely popular movement to overthrow Crouch. It’s a pacey story built around a David-and-Goliath conflict between Matt and the full apparatus of state, including the army, the City and the King. Tension builds relentlessly as the unpredictable twists and turns of the plot unfold.

Harley’s intimate knowledge of British and European political life has allowed him to create a realistic and disturbing plot-line that takes us far beyond the present Brexit saga into an all-too-credible dystopia from which Matt sets out to rescue the country. It’s a richly-layered story full of gritty detail about its characters and their failings, but also a novel of hope and the struggle for justice.





In memoriam

Marcel Cukier

Marcel avait rejoint l'AIACE Internationale en 1995. Durant treize ans, il y a exercé les fonctions de trésorier. Il est décédé le 6 septembre dernier, à l'âge de 87 ans.

C'est Rolf Meijer, alors tout juste élu président international, qui, recherchant un nouveau trésorier, avait proposé à Marcel de rejoindre l'Association. Celui-ci était en effet un budgétaire " chevronné ", ayant fait l'essentiel de sa carrière à la DG Budget et ayant également géré les avoirs de l'Aéro-club des Communautés qui étaient loin d'être négligeables. Sa première priorité a été d'informatiser la gestion de la trésorerie de l'AIACE qui était encore faite manuellement. Il a assuré cette gestion durant pas moins de treize ans, collaborant ainsi, après Rolf Meijer, avec les trois présidents qui lui ont succédé, Jerry Sheehan, Gerhard van den Berge et Ludwig Schubert. Il évoquait notamment avec beaucoup de plaisir cette anecdote lors des Assises de Munich en 2004 où il a fait approuver à l'unanimité un budget présenté oralement, ayant oublié de photocopier le verso du document. Belle preuve de confiance de l'Assemblée générale envers le trésorier ... Il a également participé à la mise en route d'une Newsletter " nouvelle formule " (qui deviendra le Vox actuel), confiée à un éditeur externe et comportant de la publicité.

Marcel avait le sens de la convivialité et une véritable passion pour les bonnes choses. Très attaché au terroir du Luberon qui l'avait vu grandir, il retrouvait, plusieurs fois par an, ses chères vignes dont il surveillait de près le mûrissement. Lorsqu'il " remontait ", tous ses anciens collègues et amis attendaient avec impatience le moment où il leur ferait découvrir le fruit de ses nouveaux assemblages. Bon nombre de réunions du Bureau ou de groupes de travail se clôturaient ainsi par la dégustation de la dernière " Cuvée Cukier " qui rencontrait toujours un franc succès ! D'humeur constante, toujours jovial, Marcel n'avait pas son pareil pour raconter les blagues, d'autant plus truculentes que servies avec un délicieux accent méridional. Pour beaucoup, c'était un véritable ami et un homme de cœur. Il était d'une gentillesse infinie et d'une bienveillance naturelle à l'égard de tous ceux qui le côtoyaient. Il fait à présent partie de ces collègues et amis qu'on n'oublie jamais.

*Monique
Théâtre*

In memoriam

Gian Paolo Papa

**Robert
Cox**

25 Août 2020

Gian Paolo nous a quitté à Rome le 1er juin. Né à Udine en 1936, il fait ses études de science politique à Pise et Sienne et les complète au Collège d'Europe à Bruges. C'est dans le giron des anciens du jeune Collège- à l'époque peu nombreux- que j'ai rencontré Gian Paolo. Je pars bien-tôt en Afrique. Lui commence sa carrière européenne à la petite DG Relations Extérieures de la Commission. Début 1968 nous nous retrouvâmes au petit groupe plutôt contestataire d'anciens de Bruges autour de John Lambert. La revue politique européenne Agenor, hélas décédée, en est devenue le fruit. Je me souviens d'une réunion à la fourchette chez moi. Ma femme préparait du spaghetti de deux paquets différents – on est nombreux. Gian Paolo, toujours généreux avec ses conseils, fait irruption dans la cuisine – "Non, deux spaghettis ne se cuisinent pas ensemble!" "Get out of my kitchen!" répond Madame à la rigolade générale.

En 1975 il ouvre la Représentation de la Commission à Ankara. Il apportera rapidement du poids au débat "européen" assez riche de l'époque en Turquie. Ce qui ne plaisait évidemment pas aux ambassadeurs des pays membres, gens d'une autre génération, plutôt concernés par la Turquie comme pilier de l'OTAN et fournisseur, comme disait Gian Paolo, de "baïonnettes pour l'Occident". Et surtout peu enthousiastes d'un partage de souveraineté avec la Commission.

En 1979 je remplace Gian Paolo à Ankara où il me livre comme cadeau une petite équipe, efficace, bien rodée et motivée. L'enthousiasme devient moins facile à entretenir dans les mois qui suivent. La

situation politique turque se dégrade, le tout couronné en septembre 1980 par la prise de pouvoir de l'armée.

Très bientôt Gian Paolo à son tour aura droit à "sa" tentative de coup militaire, cette fois-ci ratée. Fraîchement nommé Chef de la nouvelle Représentation de la Commission à Madrid dans une Espagne libre, en voie pour rejoindre la Communauté, Gian Paolo assiste à un débat au Cortes le 23 février 1981. Le Lt-Colonel Tejero et 200 Guardia Civil font irruption dans la Chambre. Tout comme les parlementaires, Gian Paolo se cache derrière les bancs pendant que des balles sifflent. Le courage du Roi met bien-tôt fin au golpe. La virée européenne de l'Espagne est sauvée. Pour El País Gian Paolo fut "El hombre de l'Europa en la transición."

Gian Paolo a terminé sa carrière à la Commission en ouvrant à Rome la nouvelle Représentation de la Commission auprès des organisations internationales, notamment la FAO (Organisation de l'ONU pour l'Alimentation & l'Agriculture). "Terminé", peut-être. Mais un autre mandat bien "européen" appelle le nouveau retraité. Un jour Gian Paolo arrive dans mon bureau à ECHO, rue de Genève. Non, ce n'est pas l'aide humanitaire qu'il cherche, mais des tuyaux à Bruxelles pour promouvoir son nouveau projet. Il s'agit du désenclavement de Trieste, jadis le port de l'Empire des Habsbourg et, incidemment, de sa ville natale, Udine. Si aujourd'hui Trieste émerge de son long sommeil pour reprendre sa place dans le réseau communautaire européen, L'Européen Gian Paolo Papa y fut pour quelque chose.

In memoriam

NOM, PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
ANDRE Christian	23/06/1936	01/07/2001	28/08/2020	COM
ANGELIS Christos	20/07/1945	01/08/2010	04/10/2020	COM
ASMALSKY Michael	07/09/1949	01/02/2012	07/08/2020	PE
ATTWOOD Elizabeth	03/07/1947	01/05/2004	27/07/2020	CM
AVOGADRO Alessandro	27/04/1931	01/07/1995	09/11/2020	COM
BABINI Veniero	08/04/1933	01/05/1998	16/10/2020	PE
BALDO Severino	26/08/1939	01/09/1999	25/10/2020	COM
BELKACEM Abderrahmane	26/03/1930	01/09/1982	09/07/2020	COM
BENNETT Albert	11/09/1931	01/10/1996	18/08/2020	COM
BERBUDEAU Christiane	07/06/1945	01/01/2006	01/11/2020	CJ
BERVARD Setty	01/09/1936	01/10/1996	07/08/2020	CJ
BINCK Jean	27/06/1953	01/07/2013	02/10/2020	COM
BITEAU Jack	19/06/1930	01/06/1992	27/10/2020	COM
BOERMAN Dirk	16/05/1933	01/08/1995	25/11/2020	COM
BOLLEN Alfons	20/05/1940	01/01/2004	24/10/2020	COM
BOUKES Hendrikus	13/10/1939	01/02/1990	13/07/2020	PE
BOULANGER Monique	11/07/1934	01/02/1991	17/11/2020	COM
BOUZAS Jose	13/11/1948	01/12/2013	07/11/2020	COM
BRAUN Marcel	25/04/1929	01/05/1994	04/09/2020	COM
BRUUN-SCHMIDT Kirsten	17/05/1947	01/11/2003	01/10/2020	PE
CADRO Anne-Marie	14/08/1965	01/02/2020	01/11/2020	PE
CARO-FERNANDEZ Maximilienne	28/01/1937	01/02/1998	15/08/2020	COM
CASTELLI Margit	14/04/1924	01/05/1987	22/09/2020	COM
CHIORZI Maria	16/01/1930	01/02/1995	12/11/2020	COM
CISTOLDI Leonardo	26/06/1951	01/01/2009	09/08/2020	COM
COCO Annunziato	17/05/1934	01/08/1995	29/09/2020	COM
COLOMBO Ambrogio	05/05/1952	01/12/2012	04/10/2020	COM
COLPAERT Jeannine	06/11/1928	01/10/1981	22/11/2020	COM
CREPALDI PATERNO-CASTELLO Adriana	16/11/1940	01/01/2004	25/10/2020	CM
CROW Michael	01/01/1925	01/02/1990	24/11/2020	COM
CUENDET-VAN POUCKE Blanche	17/05/1931	01/01/1993	14/11/2020	PE
CUKIER Marcel	09/12/1932	01/03/1994	06/09/2020	COM
CUNNANE Joseph	18/08/1940	01/01/2003	11/11/2020	COM
DE BRUYN Frida	22/09/1934	01/11/1996	04/11/2020	COM
DE CREMER Anna	02/06/1936	01/08/1996	24/07/2020	COM
DE MARCH Eugenio	15/06/1946	01/07/2011	18/08/2020	COM
DE SMET-VAN SCHOORS Roberte	04/12/1933	01/08/1994	28/08/2020	COM

DE WAELE Rosa	01/11/1934	01/01/1996	23/09/2020	CM
DENIS Christiane	21/02/1933	01/02/1991	17/10/2020	COM
DENYS Jean	06/10/1943	01/02/2005	11/11/2020	CM
DERVOT Yvonne	15/07/1929	01/08/1994	03/02/2020	COM
DEUTZMANN Winfried	11/05/1930	01/01/1994	27/09/2020	COM
DI DOMENICO Fernando	30/05/1942	01/07/2002	04/10/2020	COM
DIAMANTIDIS Zissis	01/12/1945	01/03/2003	18/09/2020	COM
DIRICHS Kornelia	04/05/1938	01/10/1995	07/10/2020	COM
DOBBS Lilian	12/11/1945	01/04/2003	12/11/2020	COM
DUPONT-JOINE Renée	25/09/1940	01/05/1990	25/11/2020	COM
DURIATTI Cesare	17/02/1939	01/03/2004	15/08/2020	PE
EGEA CARRILERO Carmen	04/06/1955	01/10/2018	08/10/2020	COM
ELISEU DE BIANCHI PINTO Joao	23/10/1954	01/05/2018	08/10/2020	COM
ERIKSSON Hilma	30/05/1961	01/07/2016	23/08/2020	PE
EUGENE Nicole	03/08/1940	01/06/1999	31/10/2020	COM
FARAONI Renato	18/12/1938	01/01/2000	26/08/2020	COM
FERLA Enrico	02/02/1949	01/12/1999	21/09/2020	COM
FERRAGNI Arnaldo	14/05/1926	01/06/1991	21/09/2020	PE
FORREST Alain	02/10/1931	01/11/1996	07/11/2020	CM
FRANCHITTO Venanzio	26/01/1934	01/02/1999	10/09/2020	COM
FREEDMAN Sidney	27/07/1935	01/08/2000	18/08/2020	COM
FREISBERG Ernst	06/06/1927	01/07/1992	12/08/2020	COM
FROGER Christian	10/04/1937	01/05/1997	12/09/2020	JET
FUMELLI Michele	17/08/1933	01/05/1998	29/09/2020	COM
GARCON Christiane	13/05/1916	01/06/1981	12/10/2020	COM
GARLAND Patricia	28/01/1938	01/04/1998	20/10/2020	COM
GEIST Jean Jacques	11/07/1930	01/08/1984	11/09/2020	COM
GERMEAU Christian	29/03/1955	01/12/2016	19/10/2020	COM
GIEN Edith	16/02/1930	01/09/1991	31/08/2020	PE
GINSBURG Osvaldo	06/10/1928	01/11/1993	13/08/2020	CC
GIOLA Gianluigi	01/07/1931	01/08/1996	13/11/2020	COM
GONZALEZ Y LOBEZ Luis	16/08/1951	01/10/2015	09/09/2020	CM
GRUNER Siegfried	15/09/1940	01/05/2005	07/10/2020	COM
GULDEN Arie	18/10/1929	01/11/1994	13/08/2020	COM
GUSTAFSSON Alf	18/10/1956	01/12/2002	26/10/2020	CM
HERIN Yves	29/03/1955	01/01/2014	21/08/2020	COM
HILLBRO Marie-Anne	20/11/1951	01/02/2016	23/09/2020	EUIPO
HINGER Guy	26/11/1951	01/06/2012	01/11/2020	COM

HOETTE Kurt	29/07/1942	01/04/2003	11/08/2020	COM
HOLDSWORTH Richard	13/07/1946	01/04/2007	29/09/2020	PE
IGLESIAS BUHIGUES Jose Luis	16/02/1940	01/03/2005	16/09/2020	COM
JAEGER Walter	15/12/1943	01/01/2009	24/10/2020	PE
JONES Clive	16/03/1937	01/01/1995	30/10/2020	COM
JUNKER Theo	24/05/1937	01/11/2001	15/09/2020	PE
KALOGIROU Eleftherios	22/07/1950	01/12/1992	14/07/2020	COM
KAMIL Erika	21/07/1938	01/05/1995	19/10/2020	COM
KELAIDITOU Margarita	16/05/1947	01/12/2006	03/06/2020	COM
KLEBER Ute	16/07/1941	01/08/2001	03/11/2020	COM
KRUITHOF Maria	22/01/1941	01/02/2006	29/10/2020	COM
LAGARDE Anne	05/03/1927	01/11/1990	07/10/2020	COM
LAROCHE Yvonne	08/09/1953	01/11/2010	11/10/2020	COM
LE MINTIER DE LA MOTTE BASSE Alain	07/05/1934	01/06/1999	24/08/2020	COM
LECURIEUX-BELFOND Alain	03/08/1953	01/02/2003	16/10/2020	COM
LEPOITTEVIN Julien	24/03/1935	01/03/1990	22/11/2020	COM
LIBENS Andre	18/06/1942	01/11/2002	14/11/2020	COM
LINSTER Simone	23/04/1934	01/05/1999	07/09/2020	COM
LOULA Dimitrij	20/06/1943	01/12/2006	14/11/2020	CC
LUIJTEN Maria	01/12/1949	01/03/2015	01/09/2020	PE
MANDLER Robert	19/10/1931	01/11/1994	24/10/2020	COM
MARCOTTY Claude	16/05/1933	01/04/1994	12/08/2020	COM
MARK Eric	18/07/1922	01/08/1987	07/11/2020	COM
MARTINETTO Giovanni	09/03/1934	01/04/1999	19/11/2020	CM
MARTINOT Marcel	27/01/1934	01/07/1990	23/08/2020	COM
MASLEN John	08/06/1935	01/07/1995	20/10/2020	COM
MATTEI Noelle	23/06/1944	01/05/2010	27/07/2020	CDR
MC SWINEY Myles	01/05/1935	01/01/2000	10/09/2020	COM
MCKENZIE Gilberte	04/02/1939	01/09/2001	06/08/2020	PE
MEELHUYSEN Ronald	15/05/1926	01/05/1991	03/10/2020	COM
MEIER Rolf	26/01/1937	01/09/1999	05/08/2020	COM
MENABALLI Umberto	25/04/1939	01/05/2004	29/07/2020	COM
MENSCHING Juergen	01/01/1940	01/02/2005	02/09/2020	COM
MIGLIERINA Armande	18/11/1930	01/01/1989	26/10/2020	COM
MORAN Judy	28/10/1941	01/11/2006	31/10/2020	COM
MOSSELMANS Nicole	13/03/1931	01/11/1993	27/08/2020	COM
MUGGLETON George	16/06/1927	01/10/1988	05/08/2020	CC
MUSIN Laurette	22/03/1927	01/04/1992	14/10/2020	COM

NAGELMACKERS Henri	05/08/1932	01/06/1993	09/11/2020	COM
NAZAROFF Helene	03/07/1930	01/01/1991	21/11/2020	COM
NEVES DA SILVA Alvaro	23/04/1946	01/05/2011	24/08/2020	COM
NILLES Paul	26/08/1940	01/04/1990	25/10/2020	COM
NOEL Françoise	21/02/1947	01/03/2012	29/07/2020	EAS
NOSS Clarita	17/07/1927	16/07/1990	06/09/2020	COM
NOVALI Eliane	02/07/1945	01/07/2002	16/09/2020	COM
NYHOLM Jorma	01/03/1952	01/04/2015	22/11/2020	ECA
O'BRIEN Nora	27/05/1942	01/06/2007	21/07/2020	PE
OGGIANO Giovanni	26/01/1952	01/04/2013	07/11/2020	CM
OLIVINI Renato	14/04/1935	01/01/1999	06/11/2020	COM
OUDSHOORN Willem	31/12/1923	01/09/1986	17/07/2020	COM
PATERNOSTER Walter	16/08/1936	01/09/2001	25/11/2020	PE
PELUSIO Flavia	27/01/1939	01/01/2004	10/08/2020	COM
PIR Jacqueline	28/08/1942	01/01/1992	30/10/2020	COM
PITA-WONENBURGER Carlos	17/08/1946	01/08/2006	01/10/2020	COM
PORTAL Marcel	10/07/1927	01/08/1988	22/08/2020	COM
POULSEN Carsten	29/06/1956	01/04/2016	29/10/2020	COM
RAU Hege	25/03/1936	01/06/1998	22/10/2020	COM
REINERT David	17/08/1924	01/09/1989	09/10/2020	COM
REMORINI Bruno	28/10/1938	01/01/2002	04/08/2020	COM
RIZZOLATI Mafalda	07/05/1932	01/06/1997	27/10/2020	CJ
RODA Ivan	30/11/1942	01/06/1986	02/09/2020	COM
ROSSI Giancarlo	14/08/1948	01/01/2002	03/08/2020	CM
ROUILLARD Paule	15/06/1922	01/01/1983	06/07/2020	COM
ROUKENS Jan	30/01/1937	01/02/2002	09/08/2020	COM
SABBATINI Roberto	29/09/1951	01/02/2013	09/09/2020	CM
SAMBACH Eckhard	15/06/1930	01/07/1995	20/08/2020	COM
SARRIS NATIS Micheline	27/12/1938	01/01/1986	31/07/2020	COM
SAX Mariette	06/02/1942	01/03/2002	13/11/2020	PE
SCHARTERT Claude	11/09/1938	01/07/2002	17/11/2020	COM
SCHICKETANZ Annette	25/08/1925	01/09/1990	12/08/2020	COM
SCHILLER Peter	17/07/1929	01/08/1994	14/09/2020	COM
SCHMIDT Hans-Eberhard	25/03/1930	01/04/1994	21/11/2020	COM
SCULLY John	17/02/1927	01/03/1992	26/07/2020	COM
SELIGMANN Samuel	16/01/1935	01/01/2000	30/10/2020	COM
SERGY Jacques	01/06/1932	01/12/1987	30/07/2020	COM

SMETS Robert	29/06/1936	01/07/1996	20/11/2020	COM
SMIT Klaas	07/03/1941	01/02/2006	18/11/2020	COM
SOMMEREYNS Evelyne	02/02/1927	01/02/1982	07/11/2020	COM
STAREK Jean	29/07/1951	01/04/2013	10/08/2020	CM
STRAFELLA Cosimo	23/01/1922	01/10/1982	22/08/2020	COM
STUFFMANN Claus	14/06/1929	01/07/1994	22/11/2020	COM
SWERTS ANNY	25/10/1948	01/09/2000	20/08/2020	COM
TANG Wolfgang	19/02/1937	01/06/1992	02/10/2020	BER
TARABELLA Silvano	17/10/1932	01/01/1990	16/11/2020	COM
TINAGLI Franco	20/09/1932	01/10/1994	18/11/2020	COM
T'KINDT Jean	30/07/1934	01/08/1994	10/11/2020	CM
TORDEUR Chantal	12/04/1942	01/05/2007	16/11/2020	CES
TURNS Neil	10/11/1931	01/12/1996	12/11/2020	CM
TUTUCCI Giuseppe	30/03/1945	01/04/2010	11/11/2020	PE
UBRICH Valerie	20/08/1962	01/07/2019	11/08/2020	COM
UNTERRICHTER Elisabetta	13/09/1925	01/10/1990	28/08/2020	COM
USSELMANN Edgar	18/03/1936	01/04/1996	22/11/2020	JET
VAN ASSEL Marie	10/07/1946	01/07/2003	12/10/2020	COM
VAN DEN HOVE Dirk	17/12/1939	01/08/1992	17/09/2020	COM
VAN OVERSTRAETEN Nicole	30/03/1947	01/04/2012	22/09/2020	COM
VAN ROSSUM Anna Maria	31/12/1930	01/10/1969	08/09/2020	COM
VANGRAMBEREN Michele	04/06/1956	01/07/2016	07/09/2020	CDR
VANSTALLE Micheline	28/04/1948	01/05/2008	28/09/2020	COM
VARENNE Henri-Marie	26/10/1920	01/12/1984	10/11/2020	COM
VARISCO Elio	06/09/1925	01/10/1990	02/10/2020	COM
VERCAEMER-GULDNER Leni	14/06/1931	01/12/1986	09/11/2020	COM
VERHOEVEN Hendrik	22/01/1930	01/11/1992	23/09/2020	COM
VERSTRYNGE François	07/09/1943	01/03/2003	19/09/2020	COM
VIENOT Jean	13/05/1928	01/06/1993	18/10/2020	COM
VIGIL MARTINEZ Maria Elena	27/01/1956	01/01/2013	16/11/2020	COM
VITS Anastasia	29/11/1943	01/01/1996	29/10/2020	COM
VOLZ Walter	18/07/1930	01/08/1995	28/10/2020	COM
VON GRUMME Joachim	24/04/1933	01/06/1994	28/10/2020	COM
WATSON Diana	17/05/1945	01/07/2008	07/11/2020	COM
WELTER Marie-Jose	15/12/1948	01/01/2014	20/08/2020	COM
ZABORSKA Andrea	05/10/1948	01/03/2013	11/11/2020	CJ
ZEYEN Jacqueline	25/01/1940	01/03/1991	12/10/2020	COM

SOUHAITEZ-VOUS CONTINUER À RECEVOIR LE VOX?

Le VOX est le magazine de l'AIACE Internationale et est envoyé par la poste à tous les pensionnés des institutions européennes. Il est également disponible en ligne sur le site web de l'AIACE Internationale: <https://aiace-europa.eu>, sous la rubrique 'Publications': <https://aiace-europa.eu/publications/>

Si vous ne souhaitez plus recevoir le VOX en version papier, vous pouvez:

- envoyer un e-mail à la boîte fonctionnelle HR-AIACE-VOX@ec.europa.eu et préciser votre nom, prénom et numéro de pension
- nous écrire à l'adresse ci-dessous: Commission européenne, DG Ressources humaines et sécurité, Rue de la Science no 11, bureau 02/001, 1049 Bruxelles - Belgique en mentionnant votre nom, prénom et numéro de pension

DO YOU WANT TO CONTINUE RECEIVING THE PAPER VERSION OF VOX?

VOX is the magazine of AIACE's International section and is sent by post to all the retired staff of the European institutions. It is also available online on the website of AIACE International: <https://aiace-europa.eu>. under the heading 'Publications': <https://aiace-europa.eu/publications/>

If you no longer wish to receive the paper version of VOX, you can:

- send an email to the functional mailbox HR-AIACE-VOX@ec.europa.eu indicating your name, and your pension number – or
- write to the address: European Commission, DG Human Resources and Security, Rue de la Science n° 11, office 02/001, 1049 Brussels, Belgium indicating your name and your pension number

En raison de la fermeture des bâtiments à la Commission, le Secrétariat fonctionne en télétravail. Il n'est malheureusement plus possible de joindre les collègues par téléphone. Il est possible de les joindre par courriel aux adresses habituelles : aiace-int@ec.europa.eu et AIACE-GENERAL@ec.europa.eu. Le cas échéant, ils pourront vous rappeler si nécessaire entre 9h30 et 12h30. Le courrier postal n'est plus distribué non plus.

Merci de votre compréhension

Due to the closure of the Commission buildings, the Secretariat works from home. Unfortunately, it is no longer possible to call them. It is possible to get in touch by e-mail at the usual addresses: aiace-int@ec.europa.eu and AIACE-GENERAL@ec.europa.eu. They will be able to call you back if necessary between 9:30 and 12:30. Postal mail is no longer delivered either.

Thank you for your understanding.



Secrétariat de l'AIACE internationale
Anne-Pascale Descamps et Fabrizio Gariazzo